

PARATRIATHLON Alexis Hanquiquant, un règne sans partage

ET TOUS NOS ARTICLES SUR LES JEUX, PAGES 10-13



A.P.P.

EXTINCTION Une arche de Noé génétique sur la Lune ?

PAGES 18-19

EXPOSITION Un siècle de surréalisme à Beaubourg

PAGES 22-24

Libération

CONTRE NÉTANYAHOU LA COLÈRE

Après la mort de six otages à Gaza, une vague de contestation sans précédent secoue l'État hébreu. Les manifestants réclament un accord pour la libération des Israéliens encore détenus par le Hamas. Le Premier ministre, lui, s'obstine dans sa logique de guerre. **PAGES 2-4**

A Tel-Aviv, dimanche. PHOTO FLORIAN GOGA, REUTERS

Libération

M 00135 - 993 - F: 2,70 €



Otages à Gaza

Nétanyahou face à un pays à bout

L'annonce de la mort de six personnes retenues dans l'enclave dimanche a déclenché une contestation sans précédent, allant jusqu'à la grève générale. Les manifestants somment le Premier ministre israélien de trouver un accord pour ramener les prisonniers vivants.

Par
CÉLIAN MACÉ

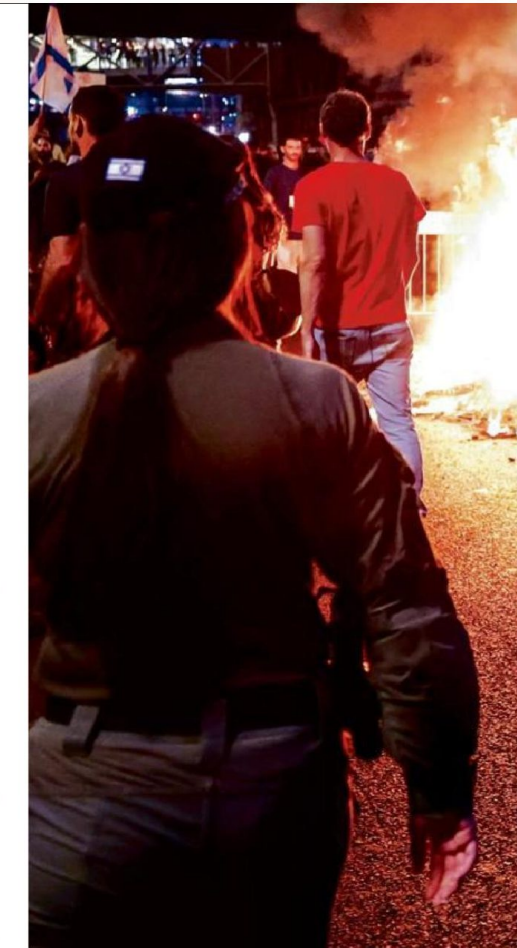
Manifestation, grève générale et procession funéraire. Ou colère, détermination et deuil. Lundi, en trois temps, Israël a vu une partie de sa société se coaliser de manière inédite contre son Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, et sa conduite de la guerre à Gaza. Dans leur majorité, les opposants ne demandent pas la «paix» – le mot, tabou depuis le massacre du 7 Octobre par le Hamas, est totalement absent des slogans – mais un «accord pour les otages». La mort de six d'entre eux, annoncée dimanche par l'armée israélienne, a déclenché une vague de protestation sans précédent depuis le début de la guerre. Almog Sarusi, 26 ans, Alex Lobanov, 32 ans, Carmel Gat, 40 ans, Eden Yerushalmi, 24 ans, Ori Danino, 25 ans, et Hersh Goldberg-Polin, 23 ans, ont été «abattus par des terroristes du Hamas de plusieurs tirs à bout portant», a indiqué le ministère de la Santé après l'autopsie des corps, retrouvés dans un tunnel de Rafah. Leur meurtre aurait eu lieu entre jeudi et vendredi matin. D'après plusieurs médias israéliens, au moins trois des otages tués figuraient sur la liste des personnes à libérer au cours de la première phase du cessez-le-feu, selon

le plan censé mettre un terme à la guerre. Cet accord de paix, poussé par Washington depuis trois mois, que Nétanyahou refuse obstinément de signer. Dimanche soir, des centaines de milliers d'Israéliens ont défilé dans les grandes villes du pays pour crier leur indignation. «Nous avons failli récupérer les otages, mais le gouvernement a estimé que leur vie n'en valait pas la peine, a tonné l'acteur Lior Ashkenazi face à la foule géante réunie à Tel-Aviv. 101 otages sont toujours à Gaza. Bibi [le surnom de Nétanyahou, ndr], qu'as-tu fait ? Il n'est pas trop tard, il y a encore des gens en vie, ramène-les à la maison maintenant ! Si tu ne peux ou ne veux pas le faire, dégage et laisse la place à quelqu'un qui peut le faire !» Les manifestants, qui bloquaient l'autoroute principale de Tel-Aviv, ont été dispersés au canon à eau. Une trentaine ont été arrêtés.

«PARDON»

Second temps, lundi matin. La centrale syndicale historique de l'Etat hébreu, la Histadrout, a appelé à une grève générale. «Nous ne pouvons pas rester les bras croisés pendant que nos enfants sont assassinés dans les tunnels de Gaza, a martelé son président, Arnon Bar-David. Nous devons signer un accord [pour ramener les otages]. C'est la chose la plus importante.» Le mot d'ordre de

la Histadrout a été diversement suivi (assez largement dans le secteur public à Tel-Aviv, bastion de l'opposition à Nétanyahou, modérément à Jérusalem), avant qu'un tribunal du travail «interdise la grève» à partir de 14h30. «Il était clair qu'il s'agissait d'une grève politique», sans «aucun argument économique», ont justifié les juges. Qu'importe, le mouvement de contestation a franchi un nouveau cap. Et sa dynamique ressemble de plus en plus à la mobilisation historique contre la réforme judiciaire du printemps 2023, à laquelle la Histadrout avait également participé. Troisième temps, le deuil. Lundi après-midi, des milliers de personnes se sont rassemblées devant le cimetière Har Hamenouhot de Jérusalem pour les funérailles de l'otage israélo-américain Hersh Goldberg-Polin, très suivies dans tout le pays. «Pardon», clamaient des tee-shirts et des pancartes. «En tant qu'être humain, en tant que père et en tant que président de l'Etat d'Israël, je tiens à dire à quel point je suis désolé», a déclaré Isaac Herzog au début de l'hommage. Hersh, je demande pardon d'avoir échoué à te protéger ce jour funeste et à te ramener à la maison.» Son nom n'a pas été prononcé mais, pour des centaines de milliers d'Israéliens, l'entêtement de Nétanyahou est responsable de cet échec. Le ca-



binet de Sécurité nationale semble au bord de la rupture. Le vieil adversaire de Nétanyahou, le ministre de la Défense, Yoav Gallant, plaide désormais ouvertement pour la signature d'un accord sur les otages, quitte à renoncer à l'occupation du couloir de Philadelphie (la frontière entre la bande de Gaza et l'Egypte).

«TABOU»

Le Premier ministre, lui, refuse que l'armée israélienne se retire de cette zone stratégique pour empêcher, dit-il, le réarmement du Hamas. Ses alliés d'extrême droite, Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, font tout leur possible pour empêcher la signature d'un accord et prolonger la guerre à Gaza – qui a fait au moins 40 000 morts palestiniens. «Ce n'est pas agréable à admettre, mais Nétanyahou n'acceptera un accord que si les rues brûlent, a confié un ministre du Likoud (le parti du Premier ministre) au quotidien israélien Haaretz. Actuellement, il craint plus Ben-Gvir et Smotrich que les familles d'otages.»

Le nouveau vent de protestation qui souffle sur Israël le fera-t-il vaciller ? «Depuis plusieurs mois, trois groupes distincts manifestent. La gauche anticoloniale contre la guerre; le mouvement d'opposition au gouvernement issu de la contestation judiciaire; et les familles d'otages, pointe l'historien Thomas Vescovi, auteur d'*Une histoire des gauches en Israël* (la Découverte, 2021). Ces dernières semaines, ces mouvements se rejoignent et prennent de l'ampleur. Pendant longtemps, les Israéliens craignaient plus que tout de diviser quand le pays avait besoin d'unité. Ce tabou est en train de tomber.» Le chercheur se dit toutefois «sceptique» sur la perspective d'une chute de Nétanyahou à court terme. «Il dispose toujours d'une majorité au Parlement grâce à l'extrême droite. Soit il retourne aux élections, au risque de perdre le pouvoir, soit il entretient un état de guerre permanent pour survivre politiquement.» Depuis le début de l'offensive à Gaza, il y a 332 jours, le Premier ministre a toujours fait le même choix. ➤



Lors d'une manifestation à Tel-Aviv, dimanche. PHOTO FLORION GOGA, REUTERS

«Nous redescendrons dans la rue s'il le faut»

Selon Peter Lerner, du syndicat israélien Histadrout à l'origine de la grève générale, la découverte des six morts dimanche a été le signe qu'il fallait «secouer les choses» pour redonner la priorité aux otages.

Pour le directeur du service international de la centrale syndicale Histadrout, Peter Lerner, qui a été, les six premiers mois de la guerre, le porte-parole de Tsahal – et également lieutenant-colonel réserviste –, la découverte dimanche des six otages israéliens exécutés par le Hamas est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Et poussé les syndicats dans la rue.

Pourquoi avez-vous attendu si longtemps pour appeler à la grève générale ? Pour

quoi maintenant ? Cela fait presque un an que dure la guerre. Qu'est-ce qui a changé ?

La Histadrout, en tant que représentante de tous les travailleurs d'Israël, de membres de tout le spectre politique, a soutenu les familles tout au long des onze derniers mois, de différentes manières, y compris en accompagnant le Forum des familles. Nous avons marché avec eux jusqu'à Jérusalem. Beaucoup de choses ont été faites et nous entretenons des relations suivies avec les familles. Et nous avons toujours prévenu que si nous constatons que la politique devient prioritaire par rapport aux personnes, aux otages, alors il y aura un appel à l'action. Avec ce que nous avons vu ces derniers jours,

et plus particulièrement dimanche, lorsque les six otages ont été exécutés par le Hamas, dans une réalité où, depuis des semaines, nous parlons des paramètres d'un accord, nous avons eu le sentiment que cette ligne avait été franchie.

Lors de la réunion dimanche avec les familles, le président de la Histadrout, Arnon Bar-David a dit que c'était le moment de secouer les choses, de faire la différence, d'essayer de calibrer le discours sur l'importance de donner la priorité aux personnes plutôt qu'à la politique.

Quels sont vos moyens de pression sur le gouvernement ? Parce que la grève a été

plus courte que prévu...

Pour ce qui était de recalibrer l'agenda, la grève a été très fructueuse. Le gouvernement

a été largement débordé depuis ce [lundi] matin, et déploie beaucoup d'efforts pour y mettre fin. Nous espérons qu'ils ont déployé autant d'efforts pour ramener les otages qu'ils l'ont fait pour mettre fin à la grève. Nous pensons donc que nous avons réussi à attirer l'attention et à secouer la situation, mais aussi à faire part de nos préoccupations concernant l'économie, qui est également en difficulté à cause des politiques actuelles du gouvernement.

La Histadrout prend une position forte contre le gouvernement, contre une guerre que Nétanyahou considère comme existentielle. Met-elle son avenir dans la balance ?

Le plus grand défi est d'ordre juridique, législatif. Dans le passé, il y a eu des tentatives de la part du Parlement pour essayer d'adopter des lois qui réduiraient la force des syndicats. Vous demandez pourquoi il n'y a pas eu d'action pendant onze mois ? Parce que nous sommes conscients des limites du pouvoir de l'union. Mais dans des moments drastiques, il faut prendre des mesures draconiennes et c'est ce que nous avons ressenti aujourd'hui. Nous devons être vigilants et préparés, et redescendre dans la rue s'il le faut. Et bien sûr, le gouvernement devrait s'investir davantage pour ramener les otages en vie, et pas dans des sacs mortuaires. Il s'agit d'une priorité absolue. Nous pensons donc qu'il était de notre devoir de mettre cela en avant. Et nous pensons que le syndicat a la capacité et les outils nécessaires pour faire face à cette situation à l'avenir.

Alors que la guerre en est presque à son premier anniversaire, la situation est-elle dans l'impasse ?

Non. Je pense que l'effort de guerre doit se poursuivre. La réalité concernant le Hamas doit changer. Il faut qu'il y ait une nouvelle réalité entre Israël et les Palestiniens, sans une organisation terroriste implétable qui ne veut que notre anéantissement. Il est clair que cela doit changer. Mais la priorité doit d'abord être de ramener les otages, le plus grand nombre possible, le plus rapidement possible.

Vous vous êtes exprimé plusieurs fois avec véhémence sur l'échec d'Israël en matière de communication, ce qui a participé de la perte du soutien international...

J'ai parlé des dommages que nous nous sommes infligés nous-mêmes. A cause de besoins politiques hyperboliques, sans aucun lien, ou très peu, avec la réalité de la façon dont la guerre a été menée. Ma frustration était que toute personne décente devait se rendre compte que lorsque 3 000 terroristes franchissent la frontière et massacrent brutalement, assassinent, kidnappent des civils, c'est illégitime. Tous les moyens doivent être épuisés dans le cadre du droit des conflits armés. Malheureusement, ce que j'ai vu pendant les premières phases de la guerre, c'est que les politiciens parlaient pour le plaisir de la politique.

Est-il possible de retrouver le soutien des premiers jours de la communauté internationale ?

Je pense qu'il y a beaucoup de ponts à construire. Avec une vision commune sur ce qui se passera dans la bande de Gaza au lendemain de la guerre, sur les moyens d'y parvenir, de travailler ensemble pour se débarrasser du Hamas. Mais il faut que ce soit une table ronde, où nous parlons tous ensemble et non pas les uns contre les autres.

Et vous pensez que c'est possible dans un avenir proche ?

Nous avons besoin de dirigeants qui considèrent que c'est un objectif stratégique. C'est possible, si les bonnes décisions sont prises.

Recueilli par VERONIKA DORMAN



INTERVIEW

La Maison Blanche veut pousser le gouvernement israélien au compromis

Washington essaie de relancer le dialogue en vue d'un cessez-le-feu et d'un échange d'otages et de prisonniers. Une offre «à prendre ou à laisser» devrait être soumise prochainement.

La mort à Gaza de six otages israéliens, dont un citoyen américain, exécutés par le Hamas en fin de semaine, peut-elle faire basculer les négociations autour d'une trêve dans l'enclave palestinienne dévastée? Les atterrissements et faux espoirs des derniers mois incitent certes à la plus grande prudence, voire à un pessimisme réaliste. Mais tant en Israël, où la pression s'accroît sur le gouvernement Nétanyahou, qu'aux États-Unis, où le sujet menace de peser sur la fin de campagne présidentielle, un sentiment d'urgence semble s'installer depuis la découverte, par l'armée israélienne, des six dépouilles dans un tunnel de Rafah.

«Les prochains jours seront déterminants pour la libération des otages», a confié dimanche soir le conseiller américain à la Sécurité nationale, Jake Sullivan, lors d'une conférence téléphonique avec les proches des sept Américains toujours détenus par le Hamas. Signe de l'importance accordée par la Maison Blanche à ce dossier, le principal conseiller de Joe Biden pour le Moyen-Orient, Brett McGurk, maillon essentiel des pour-

parlers indirects menés notamment à Doha et au Caire, y a également pris part. «Toutes les parties doivent s'unir pour demander au Premier ministre Nétanyahou de conclure l'accord avec le Hamas et ramener les otages à la maison», ont réagi les familles à l'issue de cet échange.

Désireux de se montrer à la tâche, Joe Biden a réuni lundi matin, dès son retour de vacances du Delaware, les négociateurs américains travaillant sur une trêve à Gaza, en compagnie de la vice-présidente et candidate à sa succession, Kamala Harris. Selon des sources proches du dossier et des propos rapportés de Sullivan, Washington aurait l'intention, en accord avec les médiateurs égyptien et qatari, de présenter dans les jours à venir à Israël et au Hamas une version finale de l'accord négocié depuis des mois, «à prendre ou à laisser». «Nous sommes très proches de cela», a confirmé Biden.

«Décision consciente»

«On ne peut pas continuer à négocier éternellement. Il faut mettre fin à ce processus à un moment donné», indiquait la veille au *Washington Post* un responsable américain, pointant les progrès significatifs accomplis la semaine dernière lors des derniers pourparlers. Lesquels ont porté, en particulier, sur l'identité précise des otages israéliens et prisonniers palestiniens devant être échangés lors de la première phase d'une trêve. Trois des six Israéliens retrouvés morts ce week-end, Car-

mel Gat, Eden Yerushalmi et Hersch Goldberg-Polin, en faisaient partie. Leur décès va contraindre les négociateurs à reprendre de laborieuses tractations autour de la soixantaine d'otages toujours présumés vivants. Mais Benjamin Nétanyahou, obnubilé depuis le 7 Octobre par «l'éradication» totale du Hamas, veut-il vraiment les «ramener à la maison», cri de ralliement des familles d'otages? Beaucoup en doutent de plus en plus ouvertement, à commencer par Joe Biden, qui a estimé lundi que le Premier ministre israélien n'en faisait pas assez pour parvenir à un accord. «Le gouvernement israélien a pris la décision consciente et délibérée de sacrifier la vie des otages», cinglait de son côté Ravit Hecht, journaliste au quotidien de gauche *Haaretz*, qui pointe l'insistance de Nétanyahou, contre l'avis de l'armée et de son ministre de la Défense, à maintenir le contrôle militaire israélien sur la frontière entre Gaza et l'Égypte, appelée corridor de Philadelphie. Une demande catégoriquement rejetée par Le Caire et le Hamas.

Pour accentuer la pression sur son allié israélien, Joe Biden ira-t-il jusqu'à menacer d'interrompre ou réduire les livraisons d'armes américaines? Certains observateurs y voient l'unique moyen pour Washington de débloquer la situation, mais cela semble hautement improbable, à deux mois d'un scrutin présidentiel à haut risque face à l'ex-président républicain Donald

Trump. Dans leurs communiqués respectifs consécutifs à la mort de Hersch Goldberg-Polin, Joe Biden et Kamala Harris n'ont même pas fait mention d'un «cessez-le-feu» ni eu le moindre mot pour les habitants de la bande de Gaza, où le bilan de la guerre dépasse les 40 000 morts, dont une majorité de femmes et d'enfants, selon l'ONU.

«Délégitimation d'Israël»

Le choix sémantique de l'exécutif américain a suscité de vives critiques, notamment à la gauche du Parti démocrate. Et il fait, indirectement, le jeu du Hamas et de son leader Yahya Sinwar, indifférent à la «pression militaire» israélienne comme au calvaire des Gazaouis, selon Mickey Bergman, président de l'ONG Global Reach, spécialisée dans l'aide aux otages américains. «L'augmentation du nombre de morts à Gaza, avec toutes les souffrances qui en découlent, sert l'intérêt fondamental de Sinwar», écrivait-il dimanche dans la revue *Foreign Policy*. Cela renforce la délégitimation d'Israël au niveau international. En filigrane, ce bilan tragique, qui continue de s'alourdir quotidiennement de dizaines de morts, délégitime aussi la communauté internationale dans son ensemble, incapable de mettre fin à ce que l'historien Vincent Lemire décrit comme une «course à l'abîme» entre le Hamas et Benjamin Nétanyahou.

FREDÉRIC AUTRAN

EDITORIAL

Par
DOV ALFON

Responsable

L'exécution de six otages israéliens par le Hamas à Gaza a poussé des centaines de milliers de citoyens à descendre dans les rues dimanche soir, en signe de deuil et de colère. Un rare appel à la grève générale en Israël pour protester contre le non-retour des otages détenus à Gaza a entraîné des fermetures et autres perturbations dans tout le pays lundi, y compris dans son principal aéroport international. Les familles des victimes et une grande partie de l'opinion publique accusent le Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, d'être indirectement responsable de ces assassinats, et affirment que les otages auraient pu être rendus vivants dans le cadre d'un accord avec le Hamas visant à mettre fin à la guerre. En écho, le président américain, Joe Biden, a estimé lundi que Nétanyahou n'en faisait pas assez pour parvenir à un accord en vue de la libération des otages israéliens détenus par le Hamas dans la bande de Gaza, mais que cet accord était «proche». On aimerait partager son optimisme, mais le blocage n'est pas seulement le résultat de l'intransigence du Premier ministre israélien: il reflète l'intérêt commun des deux ennemis en confrontation, Nétanyahou et le chef du Hamas, Yahya Sinwar, de prolonger le plus possible l'immobilisme meurtrier qui leur va si bien. Pour Sinwar, un accord de cessez-le-feu signifierait l'impossible face-à-face avec la population palestinienne sur les conséquences du massacre qu'il a déclenché le 7 octobre 2023. Pour Nétanyahou, la fin des représailles d'Israël à Gaza signifierait la fin de vie de son «cabinet de guerre» et le retour à ses procès pour corruption. Pour la population civile, cet accord tacite entre les deux faux ennemis ne peut que mener à la continuation du désastre qui a déjà tué plus de 40 000 Palestiniens. Mais pour les leaders occidentaux, dont Joe Biden est le seul à avoir une influence sur Israël, ces pourparlers sans fin ont pour mérite de contenir la guerre et d'éviter l'embrasement régional que les marchés redoutent. C'est bien cela qu'ont compris les Israéliens, et c'est aussi contre ce calcul cynique qu'ils descendent dans les rues. ◆



Le président américain, Joe Biden, dans le Delaware (Etats-Unis), samedi. PHOTO JIM WATSON. AFP

ÉDITOS/

Devant l'Elysée,
lundi. PHOTO
STÉPHANE DE
SAKUTIN. AFP



Il serait temps pour la France d'avoir enfin un Premier ministre...

Par **SERGE JULY**
Cofondateur de «Libération»

Emmanuel Macron a perdu trois élections coup sur coup : d'abord les européennes le 9 juin, puis les deux tours déclinés par sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale. Il est le grand perdant de cette très longue séquence électorale, d'autant plus que c'est lui qui a pris le risque de provoquer des législatives, et donc de perdre une partie des députés Renaissance, et par voie de conséquence, une partie de ses pouvoirs. Ces élections ont certes bloqué l'ascension du RN, ce qui n'était pas inutile, mais aucune majorité nette ne s'est imposée à l'Assemblée et à la société française ; il a perdu les élections, mais personne ne les a gagnées. Et les cinquante jours de silence qui ont suivi ne vont pas

réassurer les Français sur la qualité de son personnel politique, entre les fuyards de droite qui ont peur de perdre des plumes (style Laurent Wauquiez), les fuyards de gauche, les membres socialistes ou écologistes du Nouveau Front populaire dont la plupart sont pris en otages par la France insoumise (style Olivier Faure ou Marine Tondelier) et la troupe de tous ceux qui attendent qu'une solution tombe miraculeusement du ciel. Les atterrissements du Président, qui a revendiqué de trouver une solution et qui a pris le risque de la dissolution sans disposer d'une porte de secours, n'auront pas amélioré son image. Cette impasse institutionnelle et politique et l'impuissance manifeste du Président risquent à tout moment de prendre la forme inconnue d'une révolte nationale. L'éventuel Premier ministre devrait cocher plusieurs cases. En

premier lieu un CV politique sérieux : Bernard Cazeneuve a été Premier ministre et plusieurs fois ministre, et a été maire de Cherbourg. Xavier Bertrand aussi, qui dirige la région Hauts-de-France et qui a été plusieurs fois à la tête de ministères sociaux (Travail, Santé). Car on recherche un politique, capable de trouver des majorités au sein du Parlement. Construire des majorités en dehors des périodes électorales, ce n'est pas un exercice facile : à titre de comparaison, l'actuel président a échoué à plusieurs reprises à élargir son assise parlementaire. Et c'est justement pour cela qu'il a pris le risque de provoquer une dissolution. Le futur Premier ministre doit d'abord disposer d'un bouclier «anticensure» pour durer au moins un an, cette fameuse année pendant laquelle le Président ne sera pas autorisé à dissoudre à nouveau, même si je

crois qu'il n'y a pas de risque d'une future dissolution avec l'actuel président qui est sans doute vacciné sur le sujet. Ce qui suppose non pas de convaincre toutes les composantes du Parlement – même s'il n'est de l'intérêt de personne aujourd'hui de retourner aux urnes – mais de ne pas déclencher la foudre par une maladresse. La priorité sera donnée à celui qui sera le mieux à même de faire perdurer le bouclier. Bernard Cazeneuve est au sens strict un républicain de gauche, comme Xavier Bertrand est un républicain de droite, chacun étant susceptible de séduire des députés dans sa famille d'origine, tous indispensables pour renforcer le bouclier anticensure. Le programme sera aussi décisif : il faudra qu'il y ait un changement par rapport au bilan social de Macron, spécialement sur les retraites avec une ré-

forme devenue en grande partie incompréhensible : des rectificatifs seront nécessaires, chacun indispensable pour l'opinion. Ceci afin que toute l'opération ne se résume pas à une nouvelle version du macronisme – le perdant, c'est lui. L'augmentation du smic peut être aussi un signal fort. Ce n'est pas tout. Il faut changer le mode de scrutin, passer à la proportionnelle : c'est plus de démocratie, c'est aussi le moyen de libérer les élus socialistes du Nouveau Front populaire, de l'emprise de Jean-Luc Mélenchon qui profite des vertus du scrutin majoritaire. Il faudrait sans doute en profiter pour rétablir le cumul des mandats afin de renforcer l'enracinement des élus. Il me semble dans le climat actuel qu'un discours de politique générale suivi d'un vote est devenu indispensable pour inaugurer ce nouveau couple : une majorité parlementaire et le nouveau Premier ministre qui va avec. Il faudra beaucoup d'expérience, beaucoup de force de conviction à l'un ou à l'autre des candidats au poste pour prendre ces engagements. Il en faudra au moins autant au président de la République qui, sans abandonner ses fonctions, devra faire au moins un pas en arrière. Il devra partager une partie du pouvoir non seulement avec le Premier ministre – avec lequel il devra apprendre à travailler – mais aussi, de toutes les façons, avec le Parlement. Avec Emmanuel Macron, on est toujours sur nos gardes : il est du genre à réserver une surprise, pour rappeler à tous ses interlocuteurs, mais aussi aux Français, qu'il est toujours le président élu au suffrage universel, c'est-à-dire qu'il appartient – selon lui – à une espèce particulière. Au moment de clore cet article, la rumeur selon laquelle il pourrait faire appel à une personnalité issue de la société civile court toujours, même si elle me semble tout à fait incongrue : c'était valable lorsque le Président disposait de sa majorité parlementaire, pas lorsqu'il faudra chaque jour réinventer une majorité, pas forcément la même que la veille. Et pour faire ce job-là, il ne faut pas des intellectuels, autrement dit pas des novices en politique, mais des pros qui savent faire, parce qu'ils ont déjà pratiqué ces exercices si délicats. ◆

Diplomatie espagnole

«En reconnaissant la Palestine, notre motivation première était la justice»

De passage à Paris, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, dont le pays a reconnu l'Etat palestinien en mai, fait le point pour «Libé» sur les dossiers brûlants : l'Ukraine, Gaza, le Venezuela, l'immigration... Et l'éloge des relations avec la France.

Recueilli par
FRANÇOIS-XAVIER GOMEZ

Dimanche matin, le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, n'a pas pu assister, comme il le souhaitait, au départ du triathlon hommes des Jeux paralympiques : la «dégradation de la qualité de l'eau de la Seine» a obligé à reporter la compétition. Après deux jours de visite dans la capitale, il se montrait cependant enthousiaste : «Les Jeux olympiques ont remplacé Paris au centre du monde, et l'égalité de traitement entre épreuves olympiques et paralympiques est digne d'éloges.» Vendredi, il avait rencontré son homologue Stéphane Séjourné et déjeuné avec la maire de Paris, Anne Hidalgo. «A tous deux, j'ai adressé mes félicitations», a déclaré celui qui a été ambassadeur en France entre février 2020 et juillet 2021, date à laquelle Pedro Sánchez, le chef du gouvernement espagnol, lui a confié le portefeuille des Affaires étrangères. Jeudi à Bruxelles, il assistait à une rencontre des chefs de la diplomatie des Vingt-Sept. Pour *Libération*, seul média qu'il a reçu pendant sa visite à Paris, il a fait un tour d'horizon des points chauds de l'actualité mondiale.

Le soutien de l'Espagne à l'Ukraine est-il le même qu'en 2022, lors de l'invasion du pays ?

L'agression qui se prolonge depuis deux ans et demi est injustifiable, puisqu'un des principes de la Charte des Nations unies est le re-

fus de la guerre comme moyen de résoudre des conflits entre Etats. De façon très courageuse, l'Ukraine continue à résister, à défendre sa liberté, sa démocratie, sa souveraineté. Jeudi dernier, lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne, nous avons rencontré notre homologue ukrainien, Dmytro Kouleba. Nous continuons à apporter un soutien sans faille à l'Ukraine dans tous les domaines : politique, diplomatique, humanitaire. L'Espagne vient d'ailleurs de faire un don de sept générateurs d'électricité à l'Ukraine, dont 70 % de la capacité de génération électrique a été détruite par les attaques russes. Nous soutenons évidemment aussi l'Ukraine avec du matériel militaire, pour lui permettre d'exercer son droit à la légitime défense et à protéger sa population civile. Nous défendons une paix juste, dans la ligne du plan présenté par le président Zelensky, une paix qui respecte l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays.

Autorisez-vous l'emploi éventuel de matériel militaire envoyé par l'Espagne dans des opérations en territoire russe ?

A ma connaissance, l'Espagne ne fournit pas d'armes permettant d'atteindre la Russie. Mais notre soutien à l'Ukraine pour exercer sa légitime défense est total. Nous voyons clairement comment le territoire russe est utilisé jour après jour pour attaquer l'Ukraine, ce qui pose des questions qu'il faudra aborder au niveau des Vingt-Sept afin d'adopter une position commune.

L'Espagne s'est associée à une démarche de l'Afrique du Sud, qui a déposé une plainte contre Israël auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) des Nations unies. Pourquoi ?

Toute l'action de l'Espagne a pour but de parvenir à une véritable paix entre les Israéliens et les Palestiniens, et pour l'ensemble du Moyen-Orient. La situation de guerre actuelle à Gaza est inacceptable : on ne différencie pas les cibles civiles des cibles terroristes, on empêche l'arrivée d'une aide humanitaire indispensable pour la population civile... Des décisions de la Cour internationale de justice ne sont pas respectées. L'une d'elles était l'arrêt immédiat de l'opération militaire à Rafah. N'oublions pas que les décisions de la CIJ sont contraignantes pour tous les Etats membres, y compris Israël. L'Espagne s'est jointe à cette plainte pour défendre la Cour et le droit international.

Les négociations servent-elles à quelque chose, alors qu'elles sont dans l'impasse après onze mois de conflit ?

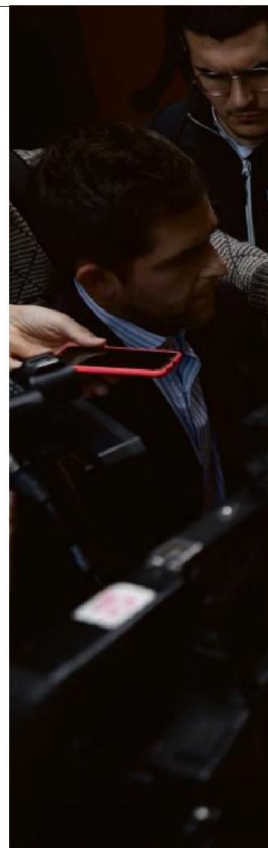
L'Espagne ne se résigne pas à cette guerre intolérable, non seulement à Gaza mais aussi en Cisjordanie, avec un risque d'extension au Liban. Nous devons tous nous mettre d'accord, d'abord pour imposer un cessez-le-feu immédiat, ensuite pour permettre à l'aide humanitaire de parvenir à la population, établir un plan de reconstruction et enfin pour que cette guerre soit la dernière à ce niveau de violence. On sait que la solution passe par deux Etats, Israël et un Etat de Pa-

lestine, ce qui garantira la sécurité mutuelle et la normalisation des relations des pays arabes avec Israël.

L'Espagne a reconnu l'Etat palestinien au mois de mai. Quel bilan tirez-vous de cette décision ?

Notre motivation première était la justice : pourquoi les Palestiniens devraient-ils être condamnés à rester éternellement un peuple de réfugiés ? Mais nous avons aussi pris cette décision pour la paix et la sécurité, y compris celles d'Israël, qui a des demandes légitimes de sécurité. Le 7 Octobre a été un acte atroce mené par une organisation terroriste. Nous condamnons l'assassinat de six otages et demandons la libération de ceux qui restent. Enfin, nous avons été guidés par la plus élémentaire préoccupation humanitaire. 40 000 civils palestiniens morts, c'est insupportable. Je le répète, il n'existe qu'une seule solution pour empêcher que cette guerre soit un maillon de plus de la chaîne des violences sans fin que vit le Moyen-Orient.

La solution des deux Etats a été négociée à maintes reprises ces quarante dernières années par les Israéliens et les Palestiniens. Il faut maintenant avoir le courage politique de l'appliquer. Etant donné la situation à Gaza, étant donné la politique de colonisation et les violences en Cisjordanie, le seul outil dont nous disposons pour protéger cette solution, c'était la reconnaissance de l'Etat de Palestine, démarche que nous avons menée en commun avec l'Irlande, la Slovaquie et la Norvège.



Le ministre espagnol des Affaires

Regrettez-vous que d'autres pays ne vous aient pas suivis sur cette voie ? La France par exemple ?

Je n'ai pas de leçons à donner à qui que ce soit, pas plus que de leçons à recevoir. Chaque pays mène sa politique. Mais nous sommes déjà 147 pays dans le monde à avoir fait ce geste, sur 193 membres des Nations unies. La grande majorité de la communauté internationale plébiscite la solution à deux Etats. La minorité, ce sont les pays qui ne reconnaissent pas l'Etat palestinien. Ma réflexion, au-delà d'un pays en particulier, c'est que si une solution a déjà été négociée entre Israéliens et Palestiniens, avec un calendrier et de frontières dessinées à plusieurs reprises, il faut la mettre en pratique.

Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, s'est rendu dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, la Mauritanie, le Sénégal et la Gambie. Quels résultats a-t-il obtenus sur le dossier migratoire ?

En Afrique occidentale, nous avons des partenaires extraordinaires : le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie... Dans ces trois derniers pays, nous sommes allés renforcer notre coopération et aider les Etats



étrangères, José Manuel Albares, le 3 mai à Barcelone. PHOTO DAVID ZORRAKINO EUROPA PRESS. GETTY IMAGES

dans leur développement économique, afin qu'ils puissent offrir à leur jeunesse des postes de travail et des formations sur place. L'autre objectif du voyage était la lutte contre les mafias qui trafiquent avec la vie d'être humains. La route maritime entre l'Afrique occidentale et les îles Canaries est devenue la voie la plus dangereuse pour gagner l'Europe. Peut-on accepter de voir l'Atlantique ou la Méditerranée, année après année, devenir d'immenses cimetières? Ces migrants, dont l'aspiration à une meilleure vie est légitime, choisissent la mauvaise porte et se placent entre les mains des mafias qui mettent leur vie en péril. En parallèle, nous allons renforcer les structures d'immigration légale, notamment la migration circulaire [Contrats temporaires signés dans le pays de départ, ndr] qui donne d'excellents résultats. Car la meilleure façon de décourager les migrations illégales, c'est de montrer qu'il y a des options légales qui marchent.

Cette formule peut-elle réduire l'afflux de migrants?

Ceux qui prétendent régler par une seule mesure la question des migrations irrégulières mentent aux citoyens. Il faut dire très claire-

ment que tant que la différence de développement entre l'Union européenne et l'Afrique, dans tous les domaines (PIB, santé...) restera ce qu'elle est aujourd'hui, la frontière entre les deux espaces sera la plus inégalitaire de la planète. Et les migrations vont se poursuivre. Par conséquent, c'est un phénomène qu'il faut gérer.

L'UE ne reconnaît pas la réélection de Nicolás Maduro au Venezuela, en raison de soupçons de fraude. Quel rôle a joué l'Espagne dans cette décision?

Au Conseil européen des Affaires étrangères, nous avons adopté une position commune très similaire à celle que l'Espagne a prise dès le 29 juillet [le lendemain de la présidentielle]. J'ai été le premier ministre des Affaires étrangères européen à dire qu'il fallait rendre publiques les procès-verbaux, bureau de vote par bureau de vote. Force est de constater, un mois plus tard, que ces documents, très probablement, n'apparaîtront jamais. Nous allons continuer à les demander, mais on voit bien qu'il n'y a aucune volonté de le faire. Les rapports très faibles de la Fondation Carter, présente sur place, et du panel d'experts indépendants des Na-

tions unies ont montré des défaillances dans le système. Il est donc exclu de reconnaître cette supposée victoire, et nous avons demandé à l'UE de faire de même, comme cela a été le cas.

Face à l'obstination de Maduro, que pouvez-vous faire désormais?

Nous voulons garantir les droits fondamentaux de tous les Vénézuéliens, spécialement ceux des dirigeants politiques. Le droit de manifester pacifiquement, de s'exprimer librement et la garantie de l'intégrité physique des leaders de l'opposition forment une ligne rouge qui doit être protégée, à tout moment. En outre, nous les pays amis du peuple vénézuélien devons favoriser une négociation entre le gouvernement et l'opposition. Nous restons en contact avec nos partenaires en Amérique latine: je parle deux ou trois fois par semaine avec mon collègue du Brésil, je l'ai fait aussi avec la Colombie, le Mexique, le Chili, tous les pays qui veulent favoriser le dialogue.

Comment définissez-vous les relations entre l'Espagne et la France?

Il existe un axe franco-espagnol qui fait avancer la construction europée-

enne. Nous partageons les valeurs européennes et un même refus de l'extrême droite, dont les idées sont justement contraires à ces valeurs. Les liens humains sont très denses: plus de 300 000 Espagnols habitent en France, sans compter les descendants d'Espagnols, issus de l'immigration ou de l'exil. Et plus de 200 000 Français sont installés en Espagne. Sur le plan économique, la France est le premier client de l'Espagne, et le deuxième investisseur. Pour continuer à structurer cette relation, nous avons signé en janvier 2023 le traité d'amitié et de coopération de Barcelone. Il comprend une feuille de route qui est en train de se développer, avec notamment un traité de double nationalité. Renforcer les liens entre personnes de chair et d'os est notre façon de bâtir la citoyenneté européenne.

Dans le domaine culturel, l'espagnol est aujourd'hui la deuxième langue la plus apprise en France, avec plus de 3 millions d'élèves: c'est le taux le plus fort en Europe. Et 80% des étudiants français choisissent l'espagnol comme deuxième langue. La relation entre la France et l'Espagne a un caractère unique, qui va bien au-delà des rapports de voisinage. ➤

carnet

DÉCÈS

Paris (75)

Sa famille et tous ses amis

ont l'immense chagrin de vous faire part du décès de

M. Serge SAADA

qui a rejoint les étoiles, le mardi 27 août 2024, à Paris.

Serge était un intellectuel reconnu dans les sphères culturelle et sociale, essayiste, enseignant le théâtre et la médiation culturelle à l'université. Serge était un homme de cœur et laissait souvent son public sous le charme de son oratoire et de son humour.

Il était un homme sensible dans l'action, militant, ouvert, créatif et généreux.

Il laisse son fils, Théo, sa femme, ses frères, ses collègues et amis.

"La où je marche ça m'appartient", tu citais souvent Koltès, l'éternité t'appartient désormais.

penseespoursergesaada@gmail.com



Vous organisez un colloque, un séminaire, une conférence...

Contactez-nous

Réservations et insertions

la veille de 9h à 11h pour une parution le lendemain

Tarifs : 16,30 € TTC la ligne
Forfait 10 lignes : 153 € TTC pour une parution
15,30 € TTC la ligne suppl. abonnés et associations : 10 €

Tél. 01 87 39 84 00

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes par e-mail : carnet-libe@teamedia.fr

Par
CHARLOTTE BELAÏCH
et **JEAN-BAPTISTE DAOULAS**

Un nouveau train de consultations à l'Elysée, et toujours pas de Premier ministre lundi soir, près de deux mois après le second tour des élections législatives. Ni l'ancien Premier ministre socialiste, Bernard Cazeneuve, ni le président LR de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, n'ont reçu d'Emmanuel Macron un billet pour tenter leur chance à Matignon. Ont-ils été reçus en tant que pistes sincères envisagées ou comme des leurres agités pour gagner du temps ? « Il les teste encore au regard de deux critères : la stabilité, et la capacité à inventer une troisième forme de V^e République, ni majorité présidentielle, ni cohabitation pures », assure un conseiller de l'Elysée, où l'on assure qu'Emmanuel Macron évalue « sincèrement » ces pistes.

Le Président, qui a également reçu ses prédécesseurs François Hollande et Nicolas Sarkozy, le président du Sénat, Gérard Larcher, et les membres de son ex-majorité Gabriel Attal et François Bayrou, semblait pourtant avoir déjà en tête une autre option pour dompter une Assemblée nationale ingouvernable : Thierry Baudet, le président du Conseil économique, social et environnemental (Cese). Une figure de la société civile au lieu d'un profil politique pur et dur. « Ça permet au Président de rester président et Premier ministre », ironise un ministre du gouverne-

ment démissionnaire, en référence à la faible expérience politique de l'ancien syndicaliste enseignant et patron de la Mutualité française. Sur le papier, son pedigree est moins hostile au Président que celui d'un opposant résolu comme Bertrand ou Cazeneuve. Selon *Le Nouvel Obs*, Emmanuel Macron et Thierry Baudet se sont rencontrés à deux reprises au cours du week-end. Pour imposer le patron du Cese face à un Nouveau Front populaire (NFP) arc-bouté sur la candidature de Lucie Castets et à une droite refusant toute coalition, encore faut-il démontrer aux Français que les pistes Cazeneuve et Bertrand, deux figures modérées, sont des impasses.

« UN HOMME D'ÉTAT »

Reçu en premier lundi matin, au moment même où sa cote dévissait, Bernard Cazeneuve s'est rendu à l'Elysée sans trop y croire. Celui qui répète qu'il ne demande rien mais qu'il est disponible avait des exigences, notamment institutionnelles : l'un préside, l'autre gouverne. « Ça aurait été un énorme sacrifice mais il était prêt à relever le gant si les conditions étaient réunies », affirme-t-on dans son entourage. On savait que, vraisemblablement, tout se fracasserait sur les orientations de fond. » A ses proches, Bernard Cazeneuve promettait un gouvernement de « cohabitation », avec des changements clairs sur les retraites ou les salaires. Un scénario bien trop proche de la « cohabitation pure » que l'Elysée veut éviter. « On peut dire ce qu'on veut de Ca-

zeneuve, mais c'est un homme d'Etat, qui connaît l'administration, la technostructure, l'Assemblée... S'il est nommé, il va prendre le pouvoir et Macron va en perdre », analysait l'ancienne ministre socialiste Marie-Noëlle Lienemann ce week-end.

Aux yeux d'Emmanuel Macron, Cazeneuve est insuffisamment soutenu par la gauche pour s'éviter une motion de censure à l'Assemblée. L'Elysée a regardé de loin les socialistes se déchirer à son sujet aux universités d'été du PS, à Blois, de jeudi à samedi. Si quelques-uns louaient un homme d'Etat, de gauche, auquel il fallait laisser sa chance, beaucoup de socialistes étaient effrayés à l'idée d'apparaître comme une béquille du macronisme et de se couper du reste de la gauche, qui avait promis une motion de censure. Invité lundi après-midi, Xavier Bertrand reste, lui, handicapé par le choix de Laurent Wauquiez de ne pas engager les députés LR dans une coalition avec le camp présidentiel. Sa nomination ne cocherait pas la case de la « stabilité » réclamée par l'Elysée.

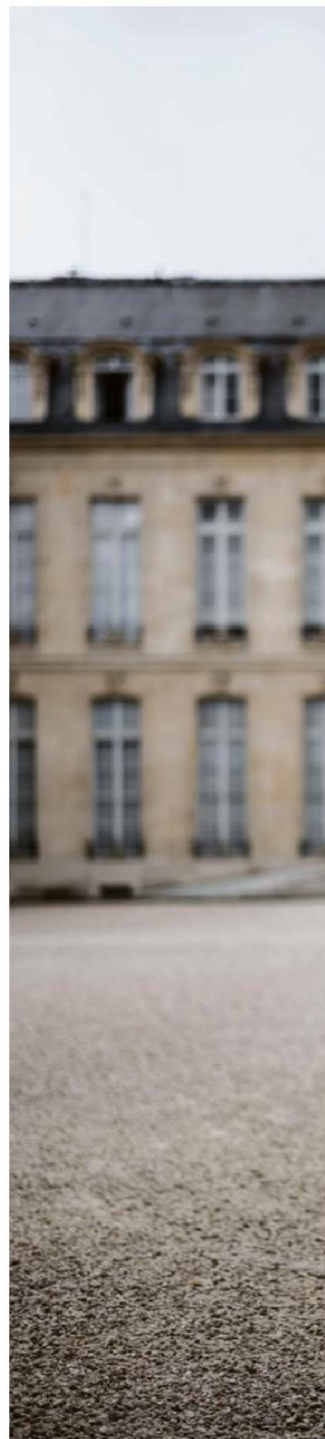
Puisque Macron ne voit aucun profil politique capable d'éviter une censure immédiate à l'Assemblée, place donc à l'option de la société civile avec Thierry Baudet. « C'est très sérieux, juge un conseiller de l'exécutif. Baudet est un ballon d'essai de l'Elysée pour tester une alternative à Cazeneuve. A voir si le RN dit qu'il censure ou non. » Inattendu, le profil du très discret président du Cese surprend au sein même de l'ex-majorité présidentielle. Un ministre réélu député ne lui promet pas un soutien automatique à la rentrée parlementaire : « Ça dépend de son projet. Moi, je n'en sais rien. » Sur le papier, le parcours de l'ancien syndicaliste enseignant, marqué à gauche, ne fait pas rêver l'aile droite de la macronie.

« J'EN AI PLEIN LE CUL »

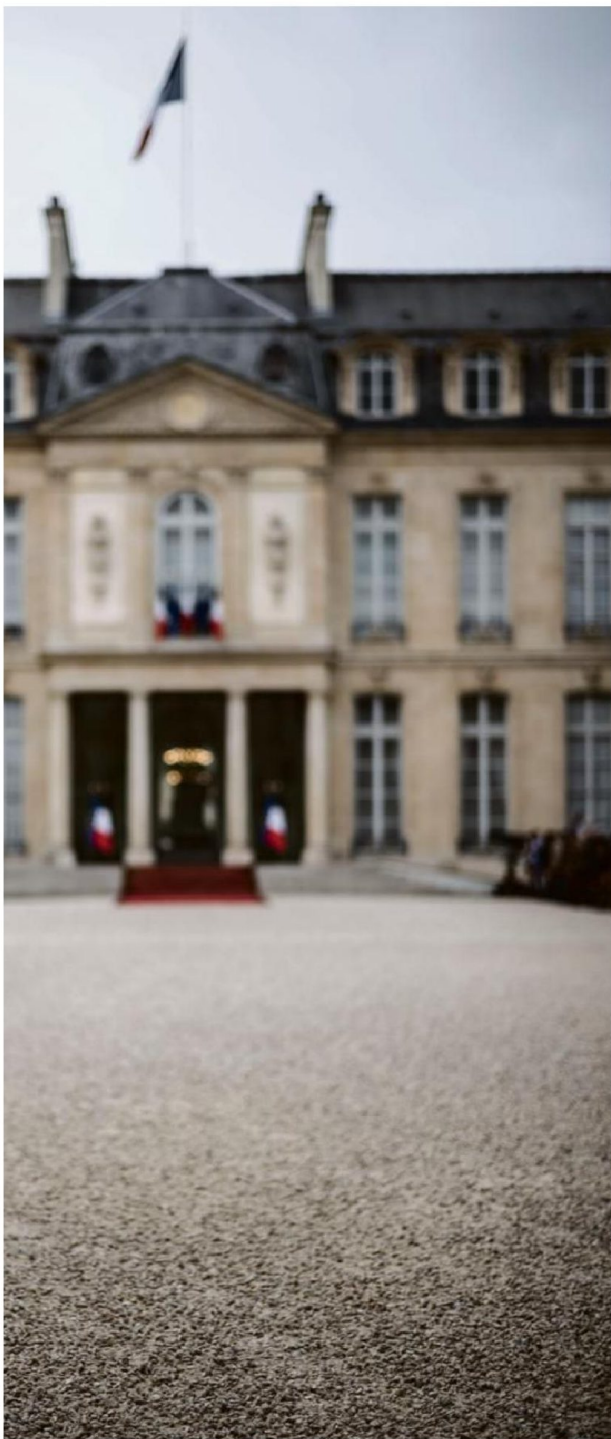
Les partis de gauche ne sont guère plus emballés. Quelle autonomie vis-à-vis du Président aurait un Premier ministre sans troupes ni légitimité politique ? « La rumeur de la nomination de Thierry Baudet est pour le moins surprenante, a réagi la présidente PS de la région Occitanie, Carole Delga. C'est un homme de qualité, mais il n'a aucune expérience, n'a jamais gouverné, jamais travaillé au rassemblement des forces politiques. » Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompart, s'est agacé sur X à la lecture d'un article du *Monde* assurant que « l'Elysée aurait déjà trouvé un directeur de cabinet » à Baudet : « Macron a perdu les élections. Mais Macron veut choisir le Premier ministre, le directeur de cabinet du Premier ministre, le ministre de l'Economie et le ministre de l'Intérieur. » François Hollande a plaidé lundi en fin de matinée pour une « solution politique », a priori incompatible avec l'option Thierry Baudet. « Le vote a exprimé une envie de changement », a-t-il rappelé à son successeur. « François Hollande écarte l'option technique car il faut avoir un poids politique conséquent pour mener un programme de changement et assumer une forme de cohabitation », explique-t-on dans son entourage. Comme toujours, Macron a donné l'impression d'écouter chacun sans que personne ne puisse parler sur le dénouement. « J'en ai plein le cul », résume simplement un député socialiste. Dans les couloirs presque déserts de l'Assemblée, des députés du camp présidentiel soufflent à la gauche que Macron aurait dû laisser sa chance au NFP. « Ça me rappelle la formule de Henri Queuille, grince un député Ensemble pour la République (ex-Renaissance) : "La politique, ce n'est pas de résoudre les problèmes, mais de faire taire ceux qui les posent." Sauf que le problème a été posé au président de la République par les Français eux-mêmes ! »

Casting pour Matignon Au suivant !

Bernard Cazeneuve et Xavier Bertrand ont été reçus lundi à l'Elysée, alors qu'une nouvelle hypothèse a vu le jour pour le poste de Premier ministre : Thierry Baudet, président du Conseil économique, social et environnemental.



L'Elysée toujours dans le flou. PHOTO ALBERT



FACELLY

Mode d'emploi européen pour pays ayant du mal à former un gouvernement

Alors que la France attend toujours son Premier ministre, nos voisins européens s'amuse de notre impatience. La plupart sont déjà rompus au parlementarisme et à la culture du compromis.

Il y a un pays, voisin de la France, où l'on observe avec étonnement l'impatience voire l'énervement de la classe politique et des médias parce qu'aucun Premier ministre n'a encore été nommé. Il s'agit de la Belgique, où il n'y a pas non plus de gouvernement alors que les législatives ont eu lieu il y a trois mois, le 9 juin. Outre-Québécois, on sait que la formation d'une majorité prend du temps, et il faudrait plus qu'une vacance du pouvoir de deux mois pour émuover un pays qui a connu la plus longue crise politique de la planète, son gouvernement ayant été 541 jours en «affaires courantes», entre le 13 juin 2010 et le 6 décembre 2011. Une crise qui succédait à celle de 2007-2008 où il avait fallu 194 jours pour accoucher d'une majorité... A vrai dire, en dehors de la France qui s'est dotée d'un régime présidentiel fort unique en son genre, tous les autres États de l'Union européenne – hormis la Pologne – sont des démocraties parlementaires. En outre, tous ont adopté un mode de scrutin proportionnel, ce qui rend obligatoire, la plupart du temps, la formation de coalitions. Ce n'est pas un hasard si les institutions communautaires ont adopté ce système.

«Arbitre impartial»

Dans ces démocraties parlementaires, les pouvoirs du chef de l'État (monarque, président de la République élu au suffrage universel ou par le Parlement) sont extrêmement limités et il ne dispose d'aucune marge pour nommer le chef de gouvernement qui sera celui que les partis de la majorité désigneront.

«Mais, il n'y a pas d'exemple en Europe où le chef de l'État nomme d'emblée un Premier ministre si celui qui prétend à cette charge ne peut pas prouver qu'il dispose déjà d'une

majorité absolue à la Chambre basse», souligne le politologue Olivier Costa, directeur de recherche au CNRS et au Cevipof. Partout, on demande au patron du parti politique arrivé en tête d'essayer de réunir une majorité. S'il n'y parvient pas, il passe le relais à la seconde force politique, comme cela a été le cas en Espagne en juillet 2023 avec la désignation du conservateur Alberto Núñez Feijóo, qui a dû passer la main au socialiste Pedro Sánchez en octobre. «Nulle part il ne revient au chef de l'État de former une majorité puisqu'il est censé être un arbitre impartial, au-dessus des partis», poursuit Olivier Costa.

En Belgique, où l'éclatement croissant du paysage politique, aggravé par l'existence de deux espaces politiques et linguistiques qui s'ignorent de plus en plus (la Flandre au nord, Bruxelles et la Wallonie au sud), on a fait preuve d'imagination pour sortir de situations inextricables : «Emmanuel Macron aurait dû s'en inspirer», ironise Jean-Louis Bourlanges, ancien député européen Modem. Ainsi, en 2010, après avoir désigné un «informateur» pour faire le point sur la situation, le roi désigne un «préformateur» puis, après son échec, deux «média-teurs», suivis d'un «clarificateur», d'un «conciliateur», d'un nouvel «informateur», d'un nouveau «médiateur» et enfin d'un «formateur», le socialiste Elio di Rupo, qui est finalement devenu Premier ministre. Aujourd'hui, alors que la situation politique est beaucoup plus simple après les élections de juin 2024 (la droite a gagné au nord et au sud), le «formateur» désigné vient de jeter l'éponge et on en est au «médiateur» chargé de rapprocher les points de vue sur les questions fiscales entre les cinq partis de droite qui vont former la majorité... Et tout cela dans l'indifférence des Belges qui s'amuse à donner des noms baroques aux majorités : après la «Suédoise» et la «Vivaldi», ce sera «l'Arizona».

Car les électeurs, habitués aux délices du scrutin proportionnel, savent que les négociations prennent du temps, comme c'était le cas en France sous les III^e et IV^e Républiques. En Allema-

gne, Olaf Scholz n'est devenu chancelier que le 8 décembre 2021, presque trois mois après les élections. En 2017, il avait fallu plus de quatre mois de négociations à Angela Merkel pour constituer une majorité. En Espagne, le gouvernement Sánchez II a mis neuf mois à voir le jour en janvier 2020, et Sánchez III a duré quatre mois... De même, ce n'est pas forcément le parti dominant qui obtient le poste de Premier ministre : aux Pays-Bas, le leader d'extrême droite Geert Wilders, pourtant largement arrivé en tête lors des élections de novembre 2023, a dû laisser la place à un technicien pour qu'un gouvernement soit constitué en mai 2024.

Expédient

Il arrive aussi dans ces démocraties parlementaires que l'on constitue des gouvernements minoritaires, faute d'accord possible entre les forces en présence, un expédient qui nécessite soit des conditions politiques (absentéisme des autres partis, soutien sans participation), soit l'existence, dans la Constitution, de mécanismes contraignants (absence de vote d'investiture, exigence d'une «motion de censure constructive» qui oblige l'opposition à proposer un successeur pour renverser le gouvernement). Ces gouvernements minoritaires ont existé en Finlande, en Espagne, en Belgique, en Italie ou encore... en France.

Généralement, les accords de coalitions résistent plutôt bien à l'usure du temps. Avec des exceptions, comme on l'a vu en 2023 aux Pays-Bas où les élections ont dû être anticipées de deux ans à la suite d'un désaccord sur la politique d'asile. Généralement, cela débouche sur un nouveau scrutin, ou une nouvelle coalition. Ainsi, en Allemagne, les libéraux du FDP ont rompu, en 1982, leur alliance avec les sociaux-démocrates du SPD et se sont alliés avec la CDU-CSU, ce qui a permis à Helmut Kohl de devenir chancelier. «La clé de ces majorités partout en Europe, insiste Bourlanges, c'est la négociation entre les partis politiques, et donc la capacité à bâtir des compromis.»

JEAN QUATREMER

Correspondant européen



Paratriathlon

Alexis Hanquiquant, mention trop bon

Le porte-drapeau de la délégation tricolore a décroché l'or, lundi, en survolant la compétition. Studieux et invincible depuis cinq ans, le paratriathlète confirme son statut de patron de la discipline.

PROFIL

Par
DAVID DARLOY
Photo **FLORENCE BROCHIERE**

Alexis Hanquiquant, c'est un peu l'intello de la classe. Niveau note d'abord, il reçoit les félicitations du jury : dans sa catégorie PTS4, le paratriathlète n'a pas perdu une course depuis 2019. Les collègues du *Monde* avaient fait le calcul pour nous : lundi, cela faisait précisément 1843 jours que Hanquiquant n'avait pas connu la défaite. Un règne sans partage sur sa discipline avec six titres de champions du monde, trois sacres européens et, bien sûr, l'or à Tokyo en 2021, pour sa première aux Jeux paralympiques, où il avait devancé de presque quatre minutes le local Hideki Uda, arrivé deuxième.

Alors en ce jour de rentrée scolaire, il n'y avait aucune raison qu'une fois encore la copie ne soit pas parfaite : le Normand ultrafavori a passé la ligne d'arrivée en tête, sur le pont Alexandre-III, après une « balade » dans le centre de Paris : 750 m de natation, 20 km de vélo, et 5 km de course à pied.

En tête dès sa sortie de l'eau, il a creusé l'écart au fur et à mesure du défilé des monuments jalonnant le parcours : tour Eiffel, musée d'Orsay et dôme des Invalides pour ne citer qu'eux. Jusqu'à devenir irrattrapable, y compris pour son compatriote Pierre-An-

toine Baelé, vice-champion du monde, qui termine quatrième, trois longues minutes après lui. En même pas une heure, le natif d'Yvetot (Seine-Maritime) – les drapeaux rouges et jaunes de la Normandie étaient nombreux au fil de la course – s'offre un deuxième titre paralympique à Paris, asseyant encore un peu plus sa domination.

MOMENT SUSPENDU

Niveau comportement, le bulletin d'Alexis Hanquiquant est aussi rempli de commentaires élogieux. Souriant et disponible, la star de l'équipe de paratriathlon tricolore a été élue par ses pairs porte-drapeau de la délégation française. Mercredi, lors de la cérémonie d'ouverture place de la Concorde, on l'a vu agiter fièrement le drapeau bleu-blanc-rouge dans tous les sens au côté de la sprinteuse Nantenin Keita, l'autre déléguée de la classe. Puis, le même duo s'était téléporté à quelques hectomètres pour allumer la vasque au jardin des Tuileries, dans un moment suspendu avec trois autres paratriathlètes, Charles-Antoine Kouakou, Elodie Lorandi et Fabien Lamirault. Comme tout paralympien qui se respecte, l'ancien champion de France de boxe full-contact avait les Jeux de Paris en tête depuis de longues années.

Et ces derniers mois, on le voyait faire la tournée des médias pour ferrailer afin de

promouvoir les Jeux paralympiques, d'inciter à acheter ses places pour l'événement et d'encourager l'inclusion des personnes en situation de handicap, notamment grâce à la pratique sportive. Au détour des interviews, il revenait sur son parcours personnel : en août 2010, ouvrir sur un chantier, sa jambe droite est broyée par un engin. S'en est suivi un parcours du combattant, jalonné par des opérations à répétition et, malgré une rééducation assidue, la souffrance d'avoir perdu sa mobilité, de traîner cette jambe telle un boulet d'enfer et de douleurs.

Trois ans après son accident, il prend la décision radicale de se tourner vers l'amputation. « Pour moi, ça a été une solution. Un besoin. J'avais toujours fait beaucoup de sport. Être amputé m'offrait de nouvelles possibilités », disait-il à *Libé* l'an dernier. Il réapprend à marcher avec une prothèse, puis se lance rapidement dans le triathlon.

Habitué du haut niveau et dopé au dépassement de soi, il y excelle rapidement. Chaque semaine, il avale environ 30 km de natation, 400 km de vélo, et 50 km de course.

GRANDS SOURIRES

Puis, comme tout intello qui se respecte, on a récemment aperçu Alexis Hanquiquant en train de fayer : mi-juillet, c'était lui, tout sourire, qui était aux côtés de la ministre des Sports démissionnaire, Amélie Oudéa-Castéra, lors de son barbotage gagueux visant à rappeler à tout le monde que si, c'est promis, la Seine est baignable. Baignable peut-être, mais visiblement pas tous les jours : prévenues initialement dimanche et lundi, les onze épreuves de la discipline ont d'abord été rassemblées entièrement dimanche. Puis, dans la nuit de samedi à dimanche, on a reçu un message nous prévenant que « par mesure de précaution concernant la baignabilité de la Seine, Paris



Alexis Hanquiquant sur la ligne d'arrivée de l'épreuve

2024 et World Triathlon, en accord avec les autorités compétentes, ont pris la décision de reporter toutes les courses» à lundi (lire ci-dessous).

« Vous avez aimé la saison 1, vous allez adorer la saison 2 », ironisait en début de semaine le directeur technique national de la Fédération française de triathlon (qui organise aussi le paratriathlon), Benjamin Maze, lors de la journée média de la discipline. Face aux micros, des éléments de langage étaient répétés avec de grands sourires : les athlètes expliquaient aux journalistes être préparés à toute

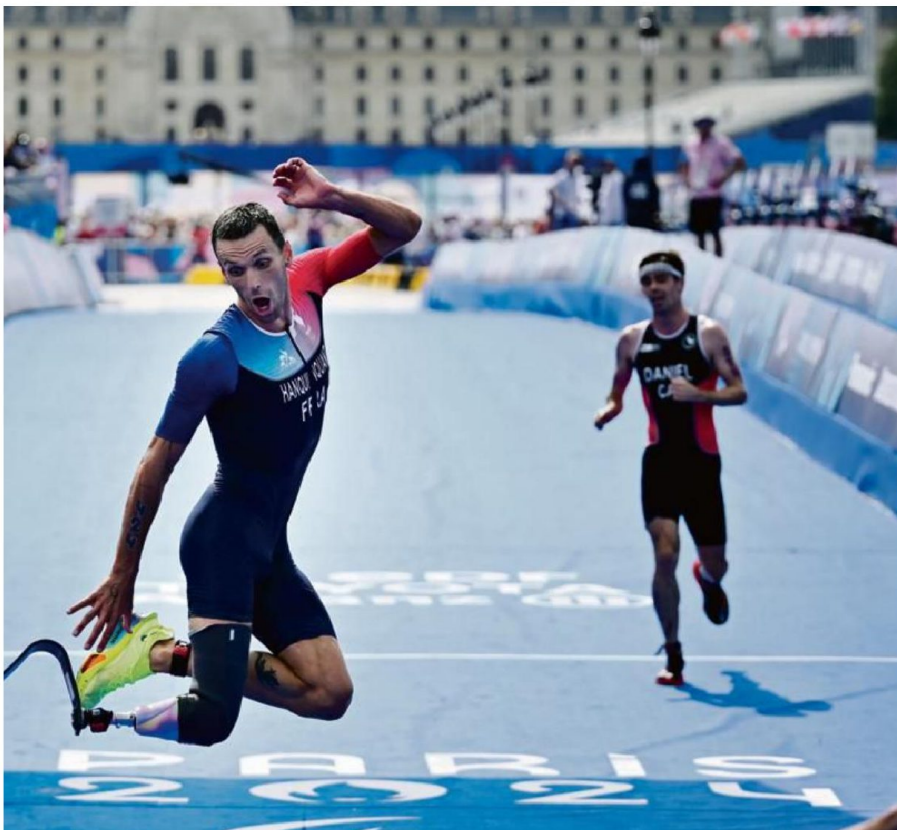
éventualité, que le triathlon était un sport requérant « une adaptation » permanente, que les conditions de préparation étaient optimales, etc.

GUIDON INVISIBLE

Langue de bois ou pas, force est de constater que ces changements de dernière minute n'auront aucunement perturbé le longiligne athlète de 1,91 m. Alexis Hanquiquant était plus que prêt pour la rentrée scolaire de lundi. En fin de matinée, une heure avant la course, il déboulait sur le pont Alexandre-III sous les encouragements pour repérer la zone de transition et répéter, guidon invisible dans les mains, le passage entre le vélo et la course à pied. Quelques jours avant la course, Hanquiquant dissertait sur son statut de favori : « Quand t'es l'homme à abattre, ça te met forcément dans une posture délicate, mais je l'ai cherchée, et je compte la garder le plus longtemps possible. » Ce mardi, ça fait donc 1844 jours qu'Alexis Hanquiquant n'a pas perdu une course de paratriathlon. ➤

LA SEINE TOUJOURS SCRUTÉE DE PRÈS

Le feu vert a été donné avec vingt-quatre heures de retard. Les épreuves de paratriathlon, prévues dimanche, ont été décalées d'une journée à cause de la mauvaise qualité de l'eau de la Seine, à l'image de ce qui s'était produit lors des Jeux olympiques pour le triathlon masculin. En cause, des épisodes pluvieux ayant rendu l'eau impropre à la baignade, faisant augmenter les taux de bactéries fécales (la bactérie *E. coli* et les entérocoques). Initialement, les épreuves devaient avoir lieu sur deux jours, ces lundi et mardi, avant d'être regroupées sur une seule journée par mesure de précaution en raison de la météo. Deux séances d'entraînement dans la Seine avaient pu se tenir jeudi et vendredi matin, avant l'annulation d'une dernière séance samedi. La baignade dans le fleuve doit faire partie des héritages des Jeux. Trois plages urbaines, situées à Bercy, sur le bras Marie et le bras Grenelle, sont prévues pour l'été 2025.



de paratriathlon lundi sur le pont Alexandre-III.

Pour le reste de la délégation, moisson passable

Attendue comme une nation majeure de la discipline, l'équipe de France a obtenu quatre médailles lundi. Seuls les hommes se sont fait une place sur le podium.

Le 26 août, lors de la traditionnelle «journée média» du paratriathlon, on nous avait promis monts et merveilles. Entre les «je suis prêt», «j'ai hâte de commencer», «la préparation s'est bien passée» et autres classi-

ques balancés par les paratriathlètes, le directeur technique national de la discipline, Benjamin Maze, annonçait : «Le niveau des Français est monté d'un cran depuis Tokyo. On a de très grandes ambitions à Paris.» Tout ça confirmé par des chiffres : les Bleus étaient revenus des derniers championnats du monde de Pontevedra en Espagne en 2023 avec huit médailles.

Un peu hagar. Alors lundi, on s'est installé le long de la ligne d'arrivée du pont Alexandre-III, bien décidé à voir un défilé de

paratriathlètes bleu-blanc-rouge débouler parmi les premiers sur le tapis bleu en face du dôme des Invalides. Très vite, on a fait une première constatation : pour suivre la course, c'est un peu le bordel. Avec le regroupement des épreuves le même jour, ça circule de partout, certaines catégories courant en même temps, on ne sait plus vraiment qui double qui, qui est devant, qui est en difficulté et, malgré l'écrin magnifique devant nos yeux (Seine droit devant, tour Eiffel qui se dessine à gauche, et Grand Palais sur notre droite), c'est les yeux rivés sur notre écran d'ordina-

teur qu'on suit la progression des Français. En tout, ils ont ajouté quatre médailles au compteur de la délégation. Et ça a commencé assez tôt. Vers 10 h 30, l'Alsacien Jules Ribstein, amputé de la jambe gauche après un accident de moto en 2008, validait sa victoire en arrachant la banderole de la ligne d'arrivée tenue par les volontaires. En zone mixte après la course, ce grand anxieux, malgré un palmarès fourni qui le plaçait en favori de sa discipline, avouait «prendre un médicament tous les soirs pour dormir depuis une semaine». Malgré sa minute trente d'avance sur le deuxième, on l'a vu se précipiter sur la ligne, chopant quand même un drapeau tricolore au passage histoire de marquer le coup. Le champion du monde en titre, levé à 4 heures «avec les jambes en coton», paraissait un peu hagar devant notre portable tendu pour recueillir sa réaction. «Ça fait tellement d'années que je me prépare pour ce jour, je réalise pas trop.»

Mais pour nous, pas vraiment le temps de s'émouvoir, les prochains Français vont bientôt se jeter à la Seine. On regagne notre tour de contrôle avec vue plongeante sur l'ordinateur pour le départ des catégories PTVL réservées aux athlètes avec une déficience visuelle. Pour eux, la course se fait en binôme, un lien au niveau de la cuisse pour la partie nage, un tandem pour le vélo, et uni par un élastique attaché au bassin pour la partie pédestre. La course se passe au mieux pour deux duos français. Thibaut Rigau et Antoine Perel, accompagnés par Cyril Viennot et Yohan Le Berre, arrivent à quelques secondes d'écart pour faire deuxième et troisième dans leur catégorie. Une revanche pour Rigau, qui avait fini au pied du podium à Tokyo. Une première médaille paralympique aussi pour Perel, que l'on avait déjà vu aux Jeux de Pékin, à l'époque en saut en longueur.

Avance indécente. Pendant ce temps-là, l'homme que tout le monde attendait fait course en tête dans la catégorie PTSS4. Alexis Hanquiquant (*lire ci-contre*), dont le public ne fait que crier le nom depuis les premiers passages d'athlètes de la journée, déroule sa partition, comme à Tokyo. Le Normand, avec une avance indécente, déboule sur le pont Alexandre-III tout sourire, pousse en l'air, et envoie un grand coup de prothèse en avant – sa signature – en franchissant la ligne d'arrivée. «Aller chercher un podium à trois, comme au BMX, ça serait beau», rêvait avant la compétition le porte-drapeau de la délégation française. Mais derrière, ça coince pour Pierre-Antoine Baele et Grégoire Berthon, qui finissent quatrième et cinquième. La Mar-seillaise se fera sans eux.

Quelques minutes avant, c'étaient les Françaises Annouck Curzillat et sa guide Julie Marano qui connaissaient la même déception en PTVL. Jouant le podium tout au long de la course, elles ont explosé sur la fin pour terminer cinquièmes. Curzillat, en bronze à Tokyo, espérait pourtant changer de métal à Paris. Avec la sixième place de Gwladys Lemoussu (PTSS) ou encore la cinquième position d'Elise Marc, aucune femme tricolore n'a pris place lundi sur le podium paralympique.

D.Da.

ABONNEZ-VOUS

Offre intégrale ^{par mois} **34,90€**

Soit plus de 48% de réduction par rapport au prix de vente en kiosque. Offre à durée limitée sans engagement valable jusqu'au 31.12.2024.

S'ABONNER À LIBÉRATION EN CONTACTANT
LE 01 55 56 71 40 OU SUR ABO.LIBERATION.FR



Retrouvez le programme des épreuves sur Libé.fr
Heure par heure, jour par jour, Libération vous donne sur son site les résultats et le classement de chaque pays dans les 32 disciplines représentées cette année aux Jeux. Pour suivre la progression des Français... ou des concurrents.

L'Italienne «Bebe» Vio, fleuret de joie

Amputée des jambes et des avant-bras à l'adolescence après une méningite, l'étonnante escrimeuse italienne de 27 ans se double d'une militante pour l'inclusivité et la vaccination.

Par
SABRINA CHAMPENOIS

L'escrime au Grand Palais : l'affiche a été un des cartons des Jeux olympiques de Paris, avec le public touché en plein cœur. La version paralympique fait aussi mouche. Pratiqué en fauteuil, lequel est solidement maintenu au sol par un appareil de fixation, dans une grande proximité (la distance entre les combattants est déterminée par celui qui possède le bras le plus court), ce paraspport est un crépitement d'attaques, de feintes, d'évitements dans un quasi corps-à-corps. L'Italienne Beatrice Vio, par son style, son tempérament et sa trajectoire, a de quoi alimenter le feu d'artifice.

L'HISTOIRE DU JOUR

Irradiante. La façon dont «Bebe» conclut sa victoire à Rio en 2016 est emblématique : elle éjecte son masque d'un mouvement d'épaule, surgit alors son visage juvénile ruisselant de sueur et de larmes de joie, son regard bleu est extatique, elle hurle, avant un sourire immense, éperdu. Un éclat de vie et de triomphe XXL. Ses assauts aussi carburent à la vivacité, palpable : elle jaillit ou esquive façon éclair mais touche en guêpe, fine et fulgurante. En face, l'adversité semble souvent éteinte, pâle. Mais ce qu'on sait d'elle joue aussi. La solaire, irradiante

Bebe Vio, a tout de l'astre relevé du désastre. A 27 ans, c'est une prodige de l'escrime. Originnaire de Mogliano Veneto (en Vénétie, dans le nord de l'Italie), elle commence le fleuret à 5 ans, est classée cinquième mondiale à 11. Son idole est alors l'escrimeuse Valentina Vezzali, dit-elle dans une interview à *Icon Italia*. Mais l'enfance de performance laisse la place à d'autres plaisirs, dessin, scoutisme et école. Un beau fixe quasi idyllique, qu'une méningite fulminante foudroie en novembre 2008 : elle réchappe de peu à une infection sanguine. L'apparition de nécroses entraîne l'amputation des deux jambes et des deux avant-bras. Un cas qui rappelle celui du nageur handisport Théo Curin. S'ensuit également une métémyscose stupéfiante. L'adolescente enchaîne les opérations, notamment des greffes de peau pour pallier les plaies des bras, des jambes, du visage. Mais l'envie de reprendre le sport revient très vite («Je trouvais que l'hôpital était une perte de temps»), on entrevoit une bourrasque, qui enquille rééducation et escrime : en 2010, Bebe Vio participe à sa première compétition en fauteuil, son père a conçu avec des spécialistes de Bologne une prothèse de bras qui lui permet de tenir un fleuret – a posteriori, elle s'amuse d'avoir été «reconstruite, un peu comme un Lego». Première escrimeuse de compétition au monde dépourvue de bras ou de jambes, elle intègre un an plus tard l'équipe paralympique italienne d'escrime fauteuil.

Tête de gondole. Le palmarès de Bebe Vio est étincelant : quintuple championne européenne et quadruple championne du monde en individuel et en équipe, double championne paralympique (à Rio en 2016 et à Tokyo en 2020). Elle y ajoute un engagement qui bétonne son aura. Il commence logiquement par la lutte pour une meilleure inclusion du handicap. Avec ses parents, Bebe Vio a cofondé Art&Sport, organisation qui accompagne les enfants amputés avec le sport comme thérapie. Elle est aussi à la tête de la Bebe Vio Academy, qui vise à promouvoir le sport paralympique et à rendre le sport accessible à tous. Elle milite notamment pour l'unification des classes à l'école, pour que puissent se côtoyer élèves handicapés et non handicapés.

Mais la rescapée encourage aussi la vaccination contre la méningite, en prenant son propre exemple : deux ans avant qu'elle ne tombe malade, raconte Bebe Vio, sa mère avait demandé à un médecin s'il fallait la vacciner, alors qu'un enfant de leur entourage avait été frappé par une méningite, mais le praticien l'avait jugée trop jeune et dit qu'il ne fallait pas s'inquiéter. L'impact est proportionnel à sa notoriété, que la parathlète fait intelligemment fructifier : figure très prisée des marques, «Bebe» multiplie les partenariats, tête de gondole régulière des magazines, conférencière à succès et déjà autrice de deux best-sellers, *Mi hanno regalato un sogno* («ils m'ont donné un rêve»), paru en 2015, et *Se sembra impossibile allora si può fare* («si cela semble impossible, c'est que cela peut être fait»), paru en 2017. L'escrimeuse allègre, qui a même eu droit à sa poupée Barbie, est raccord avec son temps, star des réseaux sociaux, à commencer par Instagram où son compte est suivi par 1,3 million d'abonnés. Elle y parle aussi bien de prothèses qu'elle se montre fêtarde entre potes. Un tel



Beatrice Vio aux Championnats du monde, en 2023. PHOTO L. MARCHETTI / IPA, ABACA

phénomène figure naturellement au casting du documentaire *Comme des phénix : l'esprit paralympique*, sorti sur Netflix en 2020. Et l'héroïne à tête de moineau (ces temps-ci platine) a monté les marches du dernier Festival de Cannes, pomponnée par L'Oréal et sapée par Dior.

Cap. Mais la pipolisation ne semble pas contrecarrer son cap paralympique – elle entrera dans la compétition mercredi. Ces derniers mois, la championne scande ses posts du hashtag #RoadTo

Paris («en route pour Paris») et, mi-août, elle a posté ceci : «Je ne participerai pas aux Jeux paralympiques de Paris 2024. Je concourrai.» Il s'agit du slogan d'une campagne lancée par le Comité international paralympique contre les préjugés linguistiques. Le message est clair : arrêtons la mièvrerie infantilisante, les athlètes paralympiques ne sont pas là pour gentiment figurer, ils veulent comme tout compétiteur gagner, ils ont les crocs. L'appétit de la victoire, sur la maladie et le reste, Bebe Vio connaît. ➤

L'escrimeuse, qui a même eu droit à sa poupée Barbie, est raccord avec son temps, star des réseaux sociaux, à commencer par Instagram où elle compte 1,3 million d'abonnés.



LIBÉ.FR

La «chandelle-rétro», le coup «méchant» dont les pongistes raffolent

En tennis de table en fauteuil, les tirs en cloche avec un effet rétroactif sont quasi irrattrapables par les adversaires. Pour le grand public, le coup peut paraître malveillant, mais les joueurs le travaillent et y voient une arme comme une autre. PHOTO REUTERS

Parabadminton Lucas Mazur conserve son titre face au numéro 1 mondial

Champion paralympique en titre dans la catégorie SL4, le Français Lucas Mazur a de nouveau triomphé à Paris lundi. Il a remporté sans trembler sa finale (21-9, 21-13) face au numéro 1 mondial, l'Indien Suhas Lalinakere Yathiraj. La catégorie SL4 regroupe notamment les athlètes ayant des difficultés de mouvement au niveau d'une partie du corps, la cheville pour Mazur. Le natif du Loiret a vécu une journée hors normes, puisqu'il l'a lancée en empochant la médaille de bronze lors du double mixte en compagnie de Faustine Noël.

Parathlétisme Valentina Petrillo, première coureuse trans des Jeux

La sprinteuse italienne Valentina Petrillo est devenue la première athlète transgenre à participer aux Jeux paralympiques, en s'alignant lundi soir sur le 400 m dans la catégorie T12 (athlètes malvoyants). Arrivée deuxième de sa série, la quinquagénnaire s'est qualifiée pour les demi-finales qui ont eu lieu dans la soirée de lundi. Dans un entretien à l'AFP, Valentina Petrillo avait récemment expliqué que s'aligner aux Jeux de Paris serait «le moment le plus important de [sa] carrière sportive», après avoir manqué de peu ceux de Tokyo il y a trois ans.

LES JEUX VUS PAR COCO



Chaque jour, notre dessinatrice s'infiltre sur les sites de compétition des Jeux pour raconter les épreuves paralympiques. Retrouvez son reportage sur le para tir à l'arc sur Libé.fr



Aurélie Aubert médaille d'or: la boccia pour carburant

A 27 ans, à l'occasion de ses tout premiers Jeux paralympiques, Aurélie Aubert est entrée dans l'histoire de son sport, la boccia (cousine de la pétanque), en décrochant la toute première médaille olympique française dans la discipline. Elle a pris sans ciller le dessus sur la Singapourienne Jeralyn Tan Yee Ting, numéro 2 mondiale, qui l'avait battue en poule 6-1. Dès le premier lancer, Aubert a fait jeu égal puis mieux, avec une précision sidérante: première manche remportée 2-0.

Dans la seconde, ses lancers se musclaient d'audace, par exemple pour dégommer et emmener de son côté le «jack», l'équivalent du cochonnet: 0-3. Mais la Singapourienne resserrait les boutons dans la troisième salve: 3-0. La quatrième et ultime manche, à 5 pour Aubert et 3 pour son adversaire, suspendait les souffles dans l'Arena Sud, et le suspense a duré. Aubert menait mais à la cinquième balle, la Singapourienne réussit à coller au jack. Et là, Aurélie Aubert, par

choix tactique, décidait de ne pas jouer ses trois balles restantes. Osé. Mais elle gagne son pari, la partie se finit sur un 5-4. En fait, ça n'était pas du tout un choix tactique mais une erreur, indiquait-elle quelques minutes plus tard: «J'ai cru qu'il ne lui restait plus de balles, j'ai mal vu l'affichage au tableau, et je me suis fait peur.» La championne fait alors face à une forêt de micros et de portables, cas rarissime en boccia. Elle le souligne indirectement, en souhaitant que «cette mé-

daille permette une plus grande médiatisation de la boccia et de mieux faire connaître ce sport». Et de louer le soutien bruyant des spectateurs, qu'elle a découvert «très porteur» alors qu'elle l'apprenait. Samuel Pacheco, entraîneur de l'équipe de France, pointe sa «très bonne vision du jeu, une capacité à se concentrer sur chaque balle, à très facilement entrer dans sa bulle, et elle a beaucoup progressé en endurance».

«Je vis, je mange, je dors boccia», dit souvent Aurélie Aubert. Elle plébiscite un jeu tactique, de l'ordre des échecs et du curling. Il y a aussi de l'échappatoire dans l'air. Atteinte depuis la naissance de paralysie cérébrale, qui se traduit notamment par des spasmes musculaires, des mouvements involontaires et de la difficulté à marcher ou à bouger, son autonomie est limitée. Jouer et gagner change la donne. Ce mardi, Aurélie Aubert reviendra dans l'Arena Sud, pour l'épreuve par équipe. La licenciée d'Aubevoye (Eure) est capitaine de la tripléte qu'elle compose avec Fayçal Meguenni et Aurélien Fabre.

S.Ch.

L'œil de Libé Timothée Adolphe et Jeffrey Lami, chaussettes surprises

A la fin de leur 400 m T11 (déficience visuelle quasi totale), Timothée Adolphe et son guide sont invités à venir célébrer leur médaille d'argent devant les photographes. La déception du coureur, grand favori de la discipline, déjà insatisfait à Tokyo en 2021, est palpable. Son guide, Jeffrey Lami, essaie de le faire sourire sans beaucoup de succès. Ils repartent tous les deux, en chaussettes, enroulés dans le drapeau français.

Texte et photo
FLORENCE BROCHIERE



Au Stade de France, dimanche.



Aurélien Aubert lors de la finale de Boccia lundi. PHOTO JULIEN DE ROSA. AFP

De père en fils, la folle arnaque des détrousseurs de prêtres

ENQUÊTE (1/2)

Pendant des décennies, par vengeance ou par appât du gain, Michel et Kévin Gosse ont multiplié les escroqueries envers des religieux. Dans un premier épisode, «Libération» retrace cette saga rocambolesque, qui cache une histoire plus sombre, à partir de documents judiciaires et de témoignages inédits.



Par
JULIE BRAFMAN
Dessin
JONATHAN BLEZARD

Le père Robert M. ne se souvient pas très bien d'où venait la voix au bout du fil, «peut-être de Brest». Un homme qu'il avait marié cinq ans plus tôt était désespéré. Après la mort de son épouse dans un accident, il n'avait plus rien, même pas assez d'argent pour payer la caution de son appartement. Le nom ne disait rien à Robert M. mais étant prêtre référent pour plusieurs paroisses du sud de la France, il en avait vu passer des amoureux. Quelques minutes plus tard, nouvel appel. «Cette fois, c'était la gendarmerie de je-ne-sais-où, raconte-t-il à Libération. Quelqu'un m'a dit : "Il faudrait que vous aidiez ce monsieur." Comme j'étais naïf, j'ai donné 600 euros par carte bleue pour le dépanner. Le procès va avoir lieu bientôt. J'ai rempli un papier pour dire que je ne serai pas là. J'ai 80 ans, je vais pas faire 400 bornes.» Quelques mois plus tard, en février 2024, le père Pascal B. a été brusquement tiré de sa sieste par un coup de téléphone. Une gendarme lui proposait une mission. Une sacrée

mission même : alpaguer un détrousseur de curés qui faisait des ravages dans la Manche. Soucieux de rendre service, Pascal B. a suivi les instructions. Il est allé au bureau de tabac pour retirer deux coupons PCS (des sortes de cartes bancaires rechargeables) de 500 euros et les a envoyés à l'enquêteur. Ce dernier a rappelé. Il fallait 450 euros de plus. Cette fois, le prêtre a tiqué et a prévenu la gendarmerie, la vraie. Pascal B. n'a pas envie d'évoquer cette histoire. «Oui, ça m'est arrivé», se borne-t-il à confirmer. Avant de nous raccrocher au nez. En tout, entre 2020 et 2024, 62 curés plutôt âgés (ils avaient entre 69 et 94 ans) ont été dépouillés de la même manière. Le butin est rondelot : 440 000 euros. Désigné comme la voix du téléphone, Kévin Gosse, 35 ans comparaitra jeudi devant le tribunal correctionnel du Havre pour «escroquerie en bande organisée» et «recel d'escroquerie». A ses côtés, sept de ses proches – dont son frère jumeau – sont accusés d'avoir joué les petites mains en faisant transiter l'argent sur leurs comptes. A partir de documents judiciaires et de témoignages inédits, Libération retrace la saga des détrousseurs de prêtres, une arnaque à la charité qui court sur plusieurs décennies

et plusieurs générations. De père en fils, par vengeance ou par profit, les Gosse ont plumé des curés. Derrière cette façade rocambolesque se cache une autre histoire : le désespoir d'un homme face au silence de la justice.

VARIANTE POLAR

Si l'affaire n'avait pas été renvoyée à deux reprises, Kévin Gosse aurait dû être jugé en comparution immédiate au mois de mars. A l'époque, les avocats de la défense avaient ouvert des yeux ronds en voyant arriver dans la salle d'audience des montagnes de papiers sur chariot roulant. Le dossier, traité au milieu des affaires urgentes, faisait des milliers de pages. «Ce n'est pas normal qu'à aucun juge n'ait été saisi alors que la procédure est tentaculaire», s'indigne M^{re} Antoine Mary, l'un des avocats de la défense. Les montagnes de papiers contenaient des tableaux récapitulatifs et des procès-verbaux en pagaille pour retracer un modus operandi répété à l'infini. La plupart du temps, Kévin Gosse se faisait passer pour un fidèle dans la panade. Il demandait de l'aide à un homme d'Eglise et promettait de le rembourser fissa. Une personne de «bonne moralité» – gendarme, magistrat

ou conseiller bancaire – venait ensuite confirmer sa fable. Variante polar : Kévin Gosse était un gendarme sur les traces d'un arnaqueur de curés (donc lui-même) et demandait à sa victime de collaborer avec la justice (en faisant un virement bancaire) pour le coïncider. L'homme né au Havre, désigné comme «un escroc notoire» par la presse locale, sera le seul à comparaître détenu. C'est même depuis sa cellule de la maison d'arrêt de Val-de-Reuil, dans l'Eure, qu'il aurait sévi en série. Avant de renvoyer le procès, en mars, la présidente du tribunal correctionnel l'avait longuement dévisagé : «Mais vous allez un jour laisser les prêtres tranquilles ? Il faut dire que son casier est noirci de plus de vingt mentions, quasiment toutes pour des faits similaires. En 2010, Kévin Gosse a été condamné à trois ans de prison dont dix-huit mois ferme pour une centaine d'escroqueries aux prêtres. En août 2016, il a été mis en examen pour avoir dépouillé 47 prêtres (et empoché 100 000 euros). En 2021, rebelle : six ans d'emprisonnement. Désormais quand les gendarmes reçoivent une plainte émanant d'un prêtre, ils savent aussitôt qui aller interroger. Contacté par Libération, l'avocat de Kévin Gosse n'a pas donné suite.



De son côté, son ancien conseil, M^e Romain Lemetais, se souvient : « Il a toujours reconnu les faits. Il assume ses responsabilités et le mode de vie qu'il a choisi. Mais il ne s'exprime pas beaucoup sur ses passages à l'acte et ses motivations. » En janvier 2021, lors d'un procès pour avoir flouté 29 hommes d'Eglise (pour 150 000 euros), il n'y avait aucune partie civile. Trop âgées ou trop clémentes, elles ne s'étaient pas déplacées. Comme d'habitude, Kévin Gosse était accusé de les avoir délestées « en employant des manœuvres frauduleuses, en l'espèce en présentant une histoire fautive faisant intervenir des personnages imaginaires », selon le jugement que *Libération* a pu consulter.

RÉPÉTITION INFERNALE

Un roman dans lequel le paroissien s'appelait « Philippe Letellier » et le gendarme « M. Cardone ». Entraîné également en scène un tandem constitué d'un procureur de la République et de sa secrétaire menant l'enquête sur les traces des détresseurs de prêtres. À l'époque, Kévin Gosse avait expliqué au tribunal qu'il voulait décrocher. Sa vie était chaotique. On le voyait rouler en BMW ou en Mercedes, il était en rupture avec sa famille

« Mon père faisait déjà ça, j'ai grandi là-dedans. J'aurais bien aimé avoir un père qui était derrière moi pour le travail. On ne choisit pas sa vie. »

Kévin Gosse
pendant un de ses procès

— dont sa fille qui vivait chez sa mère —, avait perdu un morceau de poulmon à cause d'un coup de couteau. En prison, il avait passé un CAP de vente et de cuisine et commençait à voir un psychologue pour tenter de comprendre l'engrenage.

Il commentait alors : « Mon père faisait déjà ça, j'ai grandi là-dedans. J'aurais bien aimé avoir un père qui était derrière moi pour le travail. On ne choisit pas sa vie. » Autrement dit : il avait repris l'amaque comme on reprendrait un fonds de commerce. James, son frère jumeau, déjà assis à ses côtés (il avait été relaxé en appel), même silhouette imposante, même enfance en foyer, niait l'avoir épaulé.

« De son côté, il n'y a pas de lien affectif avec son père qu'il qualifie d'escroc », précise son avocate M^e Vanessa Koum Dissake. Le maestro n'est qu'une ombre. Ou plutôt un fantôme tenace qui hante les procès de ses fils. Selon les rares articles de presse à le mentionner, sa vie tient davantage en chiffres qu'en lettres : 158 prêtres embobinés entre 2010 et 2012, 218 000 euros engrangés, 21 condamnations pour escroqueries. L'histoire de Michel Gosse se lit comme celle d'une répétition infernale. La justice le punit. Il recommence. Chaque procès devient un théâtre où les protagonistes suivent le même rôle sans jamais dévier. Un homme d'Eglise soupire : on lui a pris quelques centaines d'euros pour payer un « garde-meubles » ou « un loyer ». Un procureur réprimande : « Le choix des victimes ne relève en rien du hasard. Ce sont des hommes sensibles, habitués à aider les autres. Cette belle idée de charité a été totalement dévoyée par les prévenus. » Un avocat de la défense plaide : « C'est une obsession vengeresse. »

Selon le dernier dossier — que *Libération* a pu consulter — dans le roman de Michel Gosse, il y a les paroissiens en détresse. « M. Giraud », « M. Giroux » ou « M. Gault ». Et puis aussi,

« M. Morin, conseiller de la Poste des Bati-gnolles » qui sait amadouer les récalcitrants. En décembre 2012, dans le cabinet d'une juge d'instruction du TGI de Paris, il détaillait : « J'appelais une paroisse et je demandais qui était le curé dix ans auparavant. Une fois que j'avais obtenu ses coordonnées, je me présentais d'un nom qui existait dans la ville où il avait officié. Je lui disais qu'il m'avait baptisé ou marié ou quelque chose comme ça. Il me disait qu'il se souvenait. Je lui disais que j'avais des difficultés, que j'avais besoin soit d'une caution pour un logement, d'une assurance voiture ou de meubles pour un appartement. Je lui demandais de m'aider en disant que je remboursais un peu plus tard. » Michel Gosse parvenait à contrefaire cinq voix différentes. Et il avait su s'adapter au progrès : il était passé du Minitel à Internet.

« AMERTUME INCESSANTE »

Sa fiche pénale donne le tournis : quatre ans de prison ferme en 1989, quatre ans de plus en 1996, six ans en 2003, six ans en 2010... Toujours des prêtres. En plus de son fils, il avait fait d'autres émules : un certain Jacky, ancien taulard, par ailleurs acrobate et contorsionniste, avait repris le flambeau en 2011 quand il s'était retrouvé derrière les barreaux. Chargé initialement d'encaisser les chèques, Jacky s'était glissé dans la peau de « M. Giraud » avant de se faire cueillir chez lui, rue de la Solidarité — ça ne s'invente pas — par les enquêteurs. Restaient ces deux photos dans les fichiers policiers. Sur l'une, Jacky, fine moustache, cheveux retombant en mèches éparse sur son front et veste de costume trop grande avait un air de Pierre Richard. Sur l'autre, Michel Gosse, plus corpulent, visage rond et bouche toute droite comme un signe négatif, regardait droit devant lui, la mine contrariée. Selon les différents rapports de personnalité réalisés en prison, il évoluait alors dans une solitude totale, sans soutien familial ni affectif, recevant quelques sous de l'administration pénitentiaire pour pouvoir cantiner. A la psychiatrie qui s'inquiétait de tendances suicidaires, il avait répondu, en citant Alphonse Allais, « la mort est un manque de savoir-vivre ». Mais pourquoi foutre ainsi sa vie en l'air ? Oui, « pourquoi ? » l'avaient questionné à maintes reprises les enquêteurs. « Quand j'étais jeune, j'ai été victime de viol par un curé et depuis j'ai une amertume incessante, avait-il répondu. J'ai la haine contre eux. Je pense qu'ils me doivent bien cet argent à cause du mal dont j'ai souffert. » A sa sortie de prison en 2019, Michel Gosse avait disparu. Sa dernière avocate avait perdu sa trace après un coup de fil énigmatique : « Je vous envoie un document au cas où il marriverait malheur. » Mais rien.

Il en a fallu du temps pour le retrouver. On comprendra pourquoi un peu plus tard : après s'être soustrait aux obligations de son aménagement de peine, il était en cavale en Roumanie. Le périple s'était terminé à son retour, sur une aire d'autoroute. Michel Gosse avait purgé son reliquat de peine et était ressorti en 2022. Aujourd'hui, il ne ressemble plus à l'homme de la photo. Assis à la terrasse d'un bar PMU près de la gare de Bordeaux, il a maigri, son corps frêle est recroquevillé dans un vieux jogging. « Vous savez, ce que j'ai fait, ça n'a rien à voir avec Kévin. Il aime les belles voitures et les sacoches Adidas, dit-il. Moi ce n'était pas pour l'argent. » Devant lui, il a posé un document avec des traces de café, une feuille pliée en quatre qui porte la mention « commission reconnaissance et réparation ». Michel Gosse souffle : « Tout est là. Moi, je leur ai juste pris du papier. Eux, ils ont pris ma vie. »

MERCREDI Retrouvez le deuxième épisode de notre enquête.



L'émission «Quotidien» ne recevra plus de responsables politiques

Dans une interview à la Tribune dimanche, Yann Barthès annonce que son émission, qui va reprendre sur TMC, ne recevra plus de politiques en plateau pour des interviews car ils «sont devenus inaudibles et déroulent leurs éléments de langage». PHOTO AFP

Extrait de la newsletter politique réservée à nos abonnés.



Gisèle P. au palais de justice d'Avignon, lundi.

Procès des viols de Mazan: «La honte doit changer de camp»

A Avignon s'est ouvert lundi le procès de 51 hommes accusés d'avoir violé Gisèle P., dont son mari qui avait organisé les crimes. Au premier jour, la victime a obtenu la publicité des débats.

Par **STÉPHANIE HAROUNYAN**
Envoyée spéciale à Avignon
Photo **ARNOLD JEROCKI**

Gisèle P. a gardé son visage fermé lorsque son ex-mari, dont elle est officiellement divorcée

depuis lundi, est entré dans le box des accusés, appuyé sur une béquille, le dos voûté. Tout juste a-t-elle laissé échapper un discret soupir dans le silence tendu, le regard masqué par des lunettes aux verres fumés. A ses côtés sur les bancs des parties civiles, sa fille et ses deux fils. La famille est arrivée ensemble dans la salle du palais de justice d'Avignon, au premier jour du procès de Dominique P. Aucun ne l'avait revu depuis son placement en garde à vue, il y a quatre ans. Tee-shirt noir et cheveux blancs, Dominique P., lui, a largement éviséré les regards de son ex-épouse et de ses enfants, ne laissant rien paraître, très calme. «Moi qui le connais, j'ai senti une vraie émotion, commen-

tera lors d'une pause son avocate, Béatrice Zavarro. *Durant ce procès, il va être dans la réalité des faits, sans chercher à se disculper.*» Durant plusieurs années, derrière une apparence de retraité sans histoire, il a violé sa femme en lui administrant préalablement des médicaments pour l'endormir, et recruté des hommes sur Internet pour faire de même. Lundi matin, 50 autres accusés comparaissent devant la cour criminelle départementale du Vaucluse, la plupart pour «viols aggravés». Dix-huit d'entre eux, placés en détention provisoire en attendant le procès, sont entrés les uns après les autres dans le box vitré, agrandi en vue de ce procès hors norme. Les autres hommes impliqués,

qui, eux, comparaissent libres, se sont installés aux côtés des nombreuses robes noires d'avocats sur les bancs de la salle d'audience, parfois affublés d'un masque sanitaire ou baissant la tête pour éviter les nombreuses caméras et photographes autorisées à capter des images en amont des débats. D'autres adoptent une attitude plus ordinaire, ne se distinguant du public que lorsque le président de la cour criminelle leur demande de s'avancer à la barre pour procéder à l'appel.

Fuite. Nom, prénom, âge, domicile. «Je vais avoir 72 ans. Mon domicile, c'est la prison», énonce Dominique P., le premier à prendre la parole. Les autres accusés sont originaires du Vaucluse,

de grandes villes ou de communes plus petites comme Mazan, là où Dominique P. et sa femme s'étaient installés en 2013 pour leur retraite; d'autres viennent de plus loin en France. Ils sont jeunes ou vieux, mariés ou célibataires, avec ou sans enfant, ouvriers ou cadres. Un ambulancier, un auto-entrepreneur dans le BTP, un informaticien, un commercial, des retraités, un chauffeur routier, un manager de restaurant. L'un est en fuite. Un autre est arrivé en retard à l'audience ce matin, «parce que j'ai déposé mon fils à l'école», a-t-il expliqué aux juges. Gisèle P. a regardé chacun d'eux se présenter devant les six magistrats de la cour criminelle. À l'exception de son mari et d'un voisin, elle les voyait tous pour la

première fois. «Elle va vivre pour la première fois, en différé, les viols qu'elle a subis pendant dix ans», car elle n'en a «aucun souvenir», avait rappelé son avocat, Antoine Camus. L'appel des noms a duré plus d'une demi-heure.

Épineuse. C'est au tour des parties civiles de se faire connaître: Gisèle P., ses trois enfants, plusieurs petits-enfants et l'une de ses belles-filles, ainsi qu'une association de lutte contre le proxénétisme, dont le cas sera examiné ultérieurement. «Les faits ont pulvérisé cette famille», souligne Antoine Camus. *Nous nous sommes arrêtés aux enfants et aux petits-enfants, mais on aurait pu aller bien au-delà...* Plus épineuse, la question du huis-clos a soulevé une première passe d'armes entre la partie civile, favorable après longue réflexion à la publicité des débats, et certains avocats de la défense, soutenus en la matière par le parquet: «Non seulement la publicité des débats serait dangereuse mais [elle] porterait aussi atteinte à la dignité des personnes», ont estimé les deux représentants du ministère public, d'autant que plusieurs vidéos versées au dossier s'annoncent difficilement soutenables.

Après une suspension d'audience, la cour a tranché: les débats seront finalement publics, au grand soulagement de la principale victime. «Elle souhaite sensibiliser le plus largement possible, explique Antoine Camus. Elle a conscience que ce qu'elle a subi peut inspirer un certain nombre de victimes. Que l'on peut faire face. En acceptant un débat public, c'est un message qu'elle envoie. Elle se dit qu'elle n'a pas à avoir honte, que la honte doit changer de camp.» C'est aussi ce qu'avait martelé un groupe de féministes rassemblées au petit matin devant le palais de justice en soutien à la victime. Lors d'une suspension d'audience, Gisèle P., qui a très vite enlevé ses lunettes de soleil, n'a pas souhaité emprunter la porte de sortie latérale prévue pour les parties civiles, sortant par l'entrée principale prévue pour le public. «Je ne veux pas qu'on pense que je me cache», dit-elle à son avocat, qui s'en inquiétait. ➤



LIBÉ.FR

Sentinel-2C : un nouveau regard sur la Terre et une révérence pour Vega

Dans la nuit de ce mardi à mercredi doit être lancé de Guyane le satellite Sentinel-2C, qui prendra la relève de ses aînés pour observer l'évolution des sols sur Terre dans le cadre du programme européen Copernicus. Ce lancement marquera aussi le dernier vol de la fusée légère Vega, avant que la nouvelle version Vega-C ne prenne la relève dans un contexte de crise des lanceurs européens. PHOTO ESA. ATG MEDIALAB

Paul Watson : «Le Japon veut m'utiliser à titre d'exemple»

Depuis sa prison groenlandaise, à Nuuk, Paul Watson poursuit son combat contre la chasse à la baleine. Le militant écologiste américano-canadien, inlassable défenseur des cétacés, est sous le coup d'une demande d'extradition du Japon. «S'ils imaginent que cela va empêcher notre opposition ! J'ai seulement changé de navire, et mon navire actuel, c'est "Prison Nuuk", lance le "capitaine" Watson avec un sourire malicieux lors d'une interview à l'AFP.

Les faits qui sont reprochés à «l'éco-guerrier» de 73 ans, fondateur de l'ONG Sea Shepherd et de la fondation en faveur des océans qui porte son nom, remontent à 2010. Le Japon l'accuse d'être responsable de dommages sur l'un de ses baleiniers et de blessures envers son personnel, lors d'une campagne anti-chasse conduite par son association. Le «pirate des mers», selon ses détracteurs, récusé les faits reprochés. Il a été menotté par la police danoise le 21 juillet alors qu'il venait se ravitailler en carburant avant de poursuivre sa route vers le Pacifique Nord, en quête du



Paul Watson en 2015. PHOTO LOÏC VENANCE. AFP

Kangei Maru, le nouveau navire-harpon usine de la flotte nipponne.

«Ils veulent m'utiliser à titre d'exemple pour montrer qu'on ne touche pas à leur chasse à la baleine», argue Paul Watson, dénonçant une vendetta. Le 15 août, la justice groenlandaise a décidé de prolonger sa détention provisoire jusqu'à jeudi. Le tribunal de Nuuk doit statuer mercredi sur le maintien ou non de cette détention. La décision concernant la demande d'extradition, éminemment plus politique et pour laquelle aucune date de rendu n'a encore été annoncée publiquement,

incombe au ministère danois de la Justice. De sa cellule du centre pénitentiaire, il peut admirer baleines et icebergs. «C'est presque comme si j'étais à l'avant de mon bateau», souffle-t-il. Le militant semble inébranlable, sauf quand il pense à la séparation avec ses enfants. Il lit beaucoup, vient de dévorer une anthologie sur les papes, regarde des séries policières, mais surtout fait ce qu'il «sait faire de mieux : écrire». Il confie ses textes à Lamya Essemilali, la présidente de Sea Shepherd France, qui lui rend visite quasi quotidiennement.

Deux pétitions demandant la libération de Watson ont été lancées. L'une, adressée à Emmanuel Macron, recense 760 000 signatures, tandis que l'autre, adressée à la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, en recense 175 000. «Je reçois énormément de lettres, beaucoup d'entre elles viennent d'enfants, se félicite ce misanthrope auto-proclamé. Ils sont extrêmement passionnés par le monde, et si nous parvenons à atteindre les enfants, je pense que les choses peuvent changer.»

Paris a demandé à Copenhague de ne pas l'extrader mais le gouvernement danois reste muet. «Le Danemark est dans une situation très difficile, ils ne peuvent pas m'extrader [...] parce qu'ils sont de fervents défenseurs des droits de l'homme», estime le militant. D'autre part, «je n'ai rien fait et même si j'avais fait quelque chose, la peine serait de 1 500 couronnes [200 euros], même pas une peine de prison, alors que le Japon veut me condamner à quinze ans», assure-t-il.

(avec AFP)

«L'afd nuit à l'Allemagne. Elle affaiblit l'économie, divise la société et ruine la réputation de notre pays.»

OLAF SCHOLZ
chancelier
allemand



Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a appelé lundi à exclure de toute majorité politique l'extrême droite allemande, qui a obtenu des résultats records dans deux scrutins régionaux dans l'est du pays. A un an des législatives, le social-démocrate a jugé «amers» ces résultats, qui illustrent l'impopularité du gouvernement qu'il dirige depuis fin 2021 et constituent un nouveau message d'avertissement pour la fragile coalition au pouvoir. L'Alternative pour l'Allemagne (AfD), parti antimigrants, eurosceptique et prorusse, est devenue la première force politique en Thuringe et talonne les conservateurs en Saxe, deux Länder de l'ex-RDA. Dans un message sur Facebook, Scholz a exhorté «tous les partis démocratiques à former des gouvernements stables sans l'extrême droite».

13

C'est le nombre de jours annuels de «congé de santé gynécologique» dont peuvent bénéficier, depuis le 1^{er} septembre, les agentes de l'Eurométropole de Strasbourg souffrant de symptômes liés à la ménopause, de douleurs menstruelles ou d'endométriose. Cette expérimentation est une première en France, car si des congés ont déjà été mis en place dans des collectivités et entreprises pour prendre en compte les règles et l'endométriose, ce n'était pas le cas pour la ménopause. Elle peut provoquer un «manque de sommeil» ou «des bouffées de chaleur qui peuvent être incapacitantes», explique à l'AFP Christelle Wieder, adjointe en charge des droits des femmes.

Salve de tirs contre Kyiv, Poutine se félicite de l'avancée russe

Le président russe Vladimir Poutine s'est félicité lundi de l'accélération de l'avancée de son armée dans l'est de l'Ukraine, preuve selon lui que l'offensive ukrainienne dans la région russe de Koursk entamée début août est vouée à l'échec. Les forces ukrainiennes ont lancé le 6 août une attaque surprise sur cette région frontalière, revendiquant rapidement s'être emparées de plusieurs dizaines de localités, dont la petite ville de Soudja.

Si le discours officiel russe s'efforçait jusqu'ici de minimiser cette offensive ukrainienne qui a pris Moscou au dépourvu, Poutine a clamé lundi qu'il fallait «s'occuper

de ces bandits qui ont pénétré sur le territoire de la Russie». Il a toutefois estimé que l'armée de Kyiv n'avait «pas atteint la tâche principale [qu'elle] s'était fixée : arrêter l'offensive [russe] dans le Donbass».

Les forces russes ont progressé en août sur 477 km², ce qui constitue leur avancée mensuelle la plus importante depuis octobre 2022, selon des données fournies par l'Institut d'étude de la guerre (ISW), basé à Washington, et analysées par l'AFP.

L'armée ukrainienne a elle avancé sur une surface oscillant entre 1150 et 1300 km² dans la région de Koursk, une progression

qui s'est progressivement figée.

Une nouvelle salve russe de 35 missiles et 23 drones a en outre visé dans la nuit de dimanche à lundi l'Ukraine, dont 22 et 20 respectivement ont été abattus. Selon l'armée de l'air ukrainienne, la Russie a attaqué Kyiv et les régions de Soumy et Kharkiv. Dans la capitale, trois personnes ont été blessées, d'après le chef de l'administration militaire de Kyiv. Côté russe, le gouverneur de la région de Belgorod a rapporté une attaque aérienne ukrainienne qui a fait une blessée et endommagé notamment un jardin d'enfants.

(avec AFP)

Alpinisme Performance vertigineuse de Kilian Jornet

Le Catalan Kilian Jornet, star de l'ultra-trail et alpiniste confirmé, a bouclé dans la nuit de samedi à dimanche, à la Barre des Ecrins (4102m, Hautes-Alpes), un époustouflant alignement des 82 sommets de plus de 4 000 m réputés les Alpes suisses, italiennes et françaises. Enchaînant l'ascension de ces montagnes et réalisant la totalité des liaisons au pas de course ou à vélo sans utiliser le moindre soutien mécanique ni aérien, il n'aura fallu à Jornet que 19 jours au total pour boucler son pari. Le précédent record, établi en 2008 était de 60 jours !

FRANÇOIS CARREL

A lire en intégralité sur Libé.fr

Par
JULIE RENSON MIQUEL

Et si, pour conserver la biodiversité terrestre, l'humanité construisait une arche de Noé 2.0 sur la Lune? Ceci n'est pas un scénario science-fiction mais bien l'objectif d'une équipe de chercheurs américains. Inspirée par la création en 2006 de la réserve mondiale de semences de l'archipel norvégien du Svalbard, conçue pour protéger des catastrophes les graines de toutes les cultures vivrières de la planète, la biologiste marine Mary Hagedorn s'est prise à rêver d'une chambre forte similaire pour les animaux... installée cette fois sous la surface rocailleuse de la Lune. L'idée étant de «contribuer à préserver la biodiversité et la diversité génétique des écosystèmes de la Terre», explique-t-elle à Libération. Détaillé dans un article publié cet été dans la revue scientifique *BioScience*, le projet de la chercheuse a été largement relayé par la presse anglophone. Le constat à l'origine de cette idée lunaire est simple. Des milliers d'espèces sont menacées d'extinction à cause de l'homme. Le temps que ce dernier règle ses problèmes sur la planète bleue, une solution de secours serait de créer un dépôt sur la Lune rempli d'échantillons cryogénisés d'ADN de ces animaux, prêts à être réintroduits sur Terre (ou sur une autre planète). Avant, éventuellement, de faire de même pour les plantes et autres organismes. De cet étonnant projet découlent deux questions. La première, technique: est-ce réalisable? La seconde, plus philosophique: est-ce souhaitable?

CRATÈRE «D'OBSCURITÉ ÉTERNELLE»

Pour la biologiste américaine et ses collègues, pas de doute: «La probabilité d'un désastre sur la Lune est moins élevée que sur Terre.» Et de pointer le danger de la fonte du permafrost pour la banque de semences du Svalbard, située à mi-chemin entre la Norvège et le pôle Nord. Aujourd'hui, les principaux obstacles à la réalisation de cette arche de Noé futuriste sont «essentiellement le temps et l'argent», estime Mary Hagedorn. Même si de nombreux défis restent à relever, comme déterminer l'emplacement exact du fameux dépôt. Ce dernier serait probablement dans un cratère dit «d'obscurité éternelle» situé au niveau des pôles Nord et Sud de la Lune où la température avoisine les -196°C. Ensuite, encore faudra-t-il réussir à cryogéniser correctement les précieux échantillons, les protéger des rayons cosmiques lors de leur aller-retour Terre-Lune et durant leur séjour sur le satellite naturel. L'équipe de Mary Hagedorn a déjà utilisé la cryoconservation – technique consistant à stocker des cellules à des températures si basses que toute activité biologique s'arrête – pour préserver avec succès des cellules vivantes de corail. Mais cloner en laboratoire des embryons viables depuis des échantillons cryogénisés pour donner

Biodiversité Sauver les animaux avec une arche spatiale... une idée lunaire ?

Des chercheurs américains annoncent vouloir stocker sur la Lune des échantillons cryogénisés d'ADN d'espèces menacées d'extinction afin de les réintroduire un jour sur Terre. Un projet qualifié de «burlesque» par les experts, qui appellent à concentrer les efforts sur notre planète.

naissance à un mammifère n'a jamais été fait.

«Avant, on conservait essentiellement des tissus et os d'animaux à des fins de collection dans les muséums, on ne s'est mis que récemment à considérer la possibilité de les utiliser dans une logique de conservation des espèces grâce aux progrès du génie génétique», explique Florian Kirchner, chargé de programme Espèces au comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature.

Les banques de semences végétales existent depuis la création des jardins botaniques et permettent surtout aux chercheurs d'étudier le patrimoine génétique agricole de leur pays. En 2015, la réserve du Svalbard a tout de même permis à des chercheurs syriens de sauver de nombreux échantillons de graines, leur propre centre de stockage ayant été détruit par la guerre.

«Pour affronter la crise d'extinction de la biodiversité, il faut creuser toutes les pistes possibles, donc à la fois préserver les espèces dans leur habitat naturel mais aussi avoir des «sécurités» qui peuvent se traduire par le fait de garder des rhi-

nocéros en captivité pour les protéger du braconnage par exemple ou par la création de banques d'ADN», poursuit Florian Kirchner. Tant que cela peut se faire avec des moyens raisonnables, il serait dommage de s'en priver. En revanche, faire de même sur la Lune soulève d'énormes réserves, tant sur les quantités astronomiques de CO₂ que les lancements de fusées susciteraient que sur les moyens financiers à déployer.»

«UNE VISION BIBLIQUE, PAS SCIENTIFIQUE»

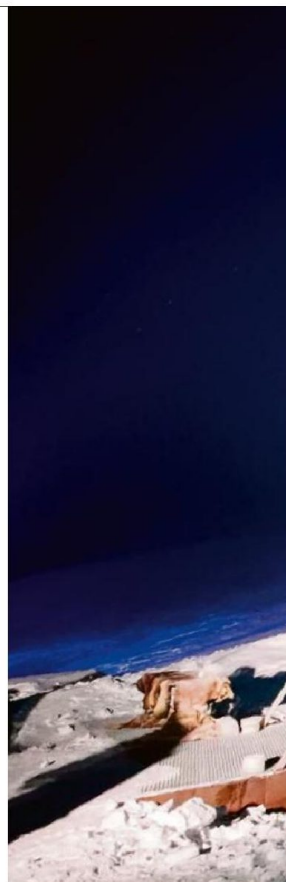
Ce projet s'inscrit dans un contexte de «seconde conquête spatiale», fait remarquer Jürgen Knödlseder, chercheur à l'Institut de recherche en astrophysique et planétologie à Toulouse. L'astrophysicien, dont les travaux sur le bilan carbone des missions spatiales ont été publiés le 26 août dans *Nature Astronomy* (lire ci-contre), observe un «engouement certain pour la Lune» ces dernières années. Les États-Unis rejouent l'ère Apollo en s'appuyant sur des entreprises privées, suivis de près par la Chine, le Japon et l'Europe, ce qui fait grimper en flê-

che les émissions de CO₂. «La trajectoire empruntée par le secteur de l'astronomie est clairement incompatible avec les objectifs de l'Accord de Paris», pointe-t-il. Au lieu de regarder vers le ciel, il faudrait plutôt concentrer les efforts de préservation de la biodiversité sur Terre, pointe Florian Kirchner. «La sixième crise d'extinction se passe ici et maintenant et les solutions sont connues. Nous devons lutter contre la déforestation, la surpêche, la pollution chimique et plastique... énumère-t-il. Le temps est compté et nous manquons déjà de moyens humains, financiers et d'investissement de la part des leaders politiques. Est-ce la priorité de créer un édifice sur la Lune alors qu'il n'y aura peut-être bientôt plus d'endroits pour réintroduire ces espèces?»

«Je suis tout à fait d'accord», répond Mary Hagedorn. Notre biodiversité est ce qu'il y a de plus important sur Terre, pourtant nous en abusons. [...] C'est pourquoi nous devons avoir un plan B.» Sauf que ce plan B est «pire que burlesque. Il révèle une profonde incompréhension de ce que c'est que la biodiversité», renchérit

l'écologue Philippe Grandcolas, directeur de recherche au CNRS. Pour peu que le projet soit techniquement réalisable, les espèces stockées sur la Lune ne seront très probablement plus adaptées à la biosphère terrestre dans quelques décennies ou siècles, abonde Pierre-Henri Gouyon, professeur émérite au Muséum national d'histoire naturelle. «Encore une absurdité techno-solutionniste», s'agace le biologiste.

«Vouloir préserver les espèces une par une à tout prix est une vision religieuse, biblique, pas scientifique, déplore-t-il. La biodiversité ne se résume pas à la préservation de quelques individus, c'est un réseau d'interactions entre des formes vivantes, et surtout une dynamique évolutive.» La gravité de la crise actuelle ne repose pas tant sur l'extinction de certaines espèces que sur l'effondrement des populations, explique le biologiste, avant de conclure: «La capacité de chaque lignée à évoluer dépend des effets. Et pour arrêter leur effondrement, il faut, en premier lieu, arrêter d'empoisonner la biosphère avec des pesticides.»



Le projet de l'équipe dirigée par Mary



Hagedorn se veut similaire à celui la réserve mondiale de semences de l'archipel norvégien du Svalbard. PHOTO LISE ASERUD, AFP

«Le nombre de missions spatiales fait exploser le bilan carbone du secteur»

Pour l'astrophysicien au CNRS Jürgen Knödseder, la seconde conquête spatiale a fait grimper en flèche les émissions de CO₂. Une vision incompatible avec l'Accord de Paris et un enjeu qui reste tabou dans l'astronomie.

A l'heure où les missions spatiales se multiplient, au mépris des émissions de CO₂ qu'elles génèrent, Jürgen Knödseder, directeur de recherche du CNRS à l'Institut de recherche en astrophysique et planétologie de Toulouse, interpelle ses collègues sur l'impact environnemental de leurs pratiques.

Le projet de créer une banque d'ADN sur la Lune pour «préserver la biodiversité terrestre» vous étonne-t-il ?

L'engouement pour la Lune s'inscrit dans le cadre d'une seconde conquête spatiale avec

de nouveaux acteurs (Chine, Japon, ...) s'ajoutant aux anciens (Etats-Unis, Russie) qui fait exploser le bilan carbone du secteur de l'astronomie. Des politiques ou milliardaires ont décrété qu'il fallait retourner sur la Lune et les scientifiques s'y accrochent pour effectuer des recherches. Ces derniers servent de caution pour justifier des missions planétaires aux ambitions parfois plus géopolitiques que scientifiques.

Dans une étude publiée le 26 août, vous calculez des scénarios de baisse d'émissions. Que concluent-ils ?

Les conclusions sont claires : sans une décroissance du nombre d'observatoires et des missions, nous ne pourrions jamais atteindre une trajectoire compatible avec l'Accord de Paris – maintenir un réchauffement à 1,5 à 2°C. Au regard de nos pratiques actuelles, dans le meilleur des cas, nos émissions resteraient à peu près stables dans les années à venir, et

dans le pire elles exploseront. Et ce, même en prenant en compte la décarbonation de l'industrie et des laboratoires.

Le seul scénario permettant d'être alignés avec nos objectifs climatiques repose sur une réduction de 3 % par an du nombre de missions spatiales et d'observatoires, couplée à une décarbonation du secteur. En étudiant les 1211 moyens d'observations en astronomie construits depuis la Seconde Guerre mondiale, nous avons compris qu'on ne fermait que rarement un observatoire au sol. Le principal problème reste le nombre de missions planétaires : elles représentent à elles

seules la moitié de l'empreinte carbone du secteur.

Qu'est-ce qui pèse le plus dans le bilan carbone de ces missions spatiales ?

En moyenne, environ la moitié des émissions d'une mission provient du lanceur de la fusée,

et l'autre moitié du satellite. Cela peut bien sûr fluctuer. La production du carburant y est pour beaucoup. Une fusée Ariane est propulsée entre autres par de l'hydrogène gris, produit avec des énergies fossiles. Et puis, l'énergie électrique utilisée par le Centre spatial guyanais – à Kourou, d'où sont lancées les fusées Ariane – a une forte intensité carbone. Ensuite, il faut ajouter le CO₂ émis lors de la propulsion de la fusée. Sans oublier un angle mort : nous n'avons aucune idée de l'impact des gaz à effet de serre et aérosols injectés dans la stratosphère à la suite de ces lancements.

Les fusées réutilisables ne sont-elles pas censées réduire ces émissions ?

En principe si, mais dans la réalité, non. Des travaux récents ont montré que les fusées réutilisables ont un impact plus important en termes d'émissions de CO₂ qu'un engin utilisé une seule fois. La fusée a besoin de carburant pour revenir et atterrir, ce qui signifie en construire une plus grande. Et puis, les fusées Falcon brûlent du kérosène, très polluant, qui engraisse les moteurs qui doivent être nettoyés. Bref, sur la partie CO₂, il vaut mieux une fusée jetable. Sans oublier l'effet rebond des fusées réutilisables : le nombre de lancements augmente parce que leur coût est réduit. Résultat, le bilan carbone grimpe.

Envisage-t-on de réduire le nombre de missions spatiales ?

Malheureusement, pour l'instant, ce n'est pas une option. Tout le monde est conscient du problème, mais cela reste un tabou. Il y a une culture du secret. Voilà plus de dix ans que l'Agence spatiale européenne travaille sur l'empreinte carbone du secteur, mais aucune donnée n'est rendue publique. Ça m'a pris un temps fou d'estimer les émissions de CO₂ d'un lancement d'Ariane 5 (de l'ordre de 30 000 tonnes de CO₂) et d'Ariane 6 (25 000 à 30 000 tonnes de CO₂ équivalent).

Qu'impliquent vos résultats pour l'avenir de la recherche en astronomie ?

La grande question est : la recherche est-elle toujours possible avec moins de moyens d'observation ? Oui, on peut faire autrement. Nous avons une mine de données encore très partiellement exploitées. Personnellement, je ne travaille plus que sur archives et les étudiants apprécient beaucoup cette démarche. Ces derniers sont nombreux à remettre en question leur métier au regard de la crise écologique. Personne ne nous oblige à maintenir un rythme effréné de découvertes. Nous pouvons tout à fait ralentir sans que le monde ne s'écroule et utiliser ce qui est déjà à portée de main pour faire de la belle science. Sans oublier qu'on gaspille les ressources en dupliquant nos moyens uniquement pour des raisons de compétition géopolitique. Nous pouvons tout à fait garder la même exigence de résultats avec moins d'observatoires. Il suffit d'accepter de coopérer. En fin de compte, déterminer un budget carbone qui décroît avec le temps, regarder si chaque mission rentre dans ce budget et est suffisamment essentielle pour être menée. Or, nous fonçons tête baissée dans la direction opposée. Et puis, notre travail s'applique à d'autres domaines, comme la recherche sur le climat qui utilise beaucoup de satellites.

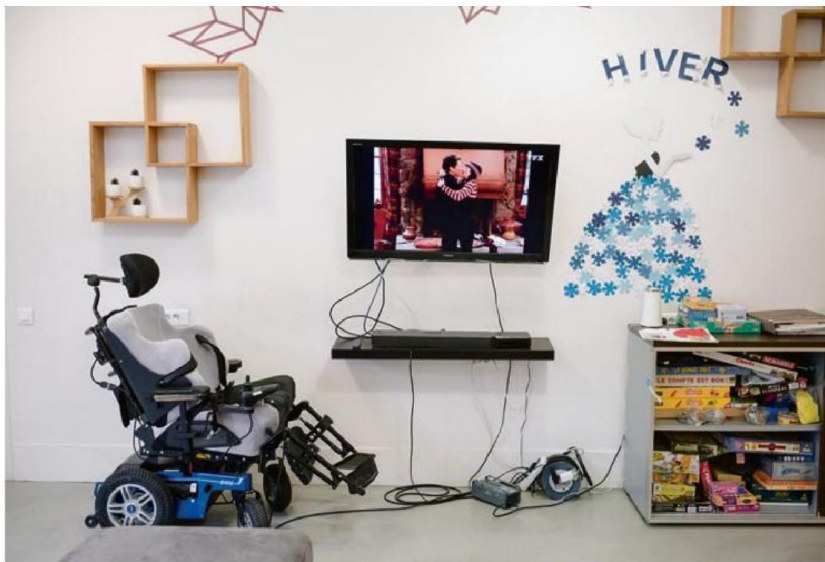
Les missions dédiées à l'étude du climat ne sont-elles pas indispensables pour mieux lutter contre le réchauffement ?

Bien sûr, nous devons garder les satellites nous permettant d'anticiper les événements météorologiques extrêmes pour protéger des vies, sans aller dans l'excès. Il faut regarder les choses en face : les climatologues étudient le réchauffement climatique, mais leur travail ne consiste pas à diminuer les émissions. Maintenant, il faut passer à l'action pour réduire nos émissions et sauver notre peau.

Recueilli par J.R.M.



INTERVIEW



Dans un pôle d'hébergement pour personnes handicapées de Loire-Atlantique en pénurie de personnel, en 2022. PHOTO T. TROSSAT

Les para-athlètes sont célébrés, mais nos enfants handicapés sont délaissés

La mère d'un jeune handicapé témoigne des difficultés croissantes et de la baisse de soutiens financiers qui affectent les parents dans le même cas qu'elle, et demande que l'élan des Jeux paralympiques soit suivi d'effets.

Les Jeux paralympiques ont commencé, et c'est une fierté de voir qu'en France, athlètes, valides et handicapés sont ensemble porteurs de la flamme olympique. Tout a été mis en place pour que ces sportifs handicapés et de haut niveau puissent représenter notre pays avec détermination, égalité, inspiration et courage. Ils ont été sponsorisés et ont bénéficié d'aides, car ils représentent une partie de la population française. Mais que se passe-t-il réellement pour nous, familles aidantes et nos enfants handicapés dépendants ? Nous sommes un des pays les plus mal placés en Europe par rapport à notre politique envers les personnes handicapées, comme l'a prouvée une récente décision du Conseil de l'Europe, dont le comité des droits sociaux a jugé à l'unanimité que la France violait certaines de ses obligations en la matière. Là où certaines personnes handicapées ont des subventions, peuvent pratiquer des sports, ont du succès au cinéma, un métier, d'autres voient leurs sub-

ventions disparaître et leurs possibilités d'évoluer diminuer faute de moyens. Nos enfants handicapés non autonomes ont tout autant de détermination et de courage que ces acteurs et sportifs. Ce sont aussi des champions qui luttent pour chaque geste de la vie quotidienne. Ils sont source d'inspiration pour nous tous, mais ils sont malheureusement oubliés. Les mentalités évoluent dans nos sociétés, le handicap est mieux accepté aujourd'hui, mais le leur est trop lourd pour avoir des représentants symboles de leur cause. Et les moyens financiers et matériels leur sont retirés chaque année.

Offrir un répit aux familles

Je prendrai pour exemple le domaine de la Porte neuve, à Riec-sur-Belon (Finistère). Il appartient à la mutuelle MGEN et accueille tous les étés, depuis 1971, des familles dont un ou plusieurs enfants sont en situation de handicap, tout handicap et âge confondus. Or nous venons d'apprendre que la gestion des activités du domaine était transférée à l'organisme «Vacances très famille» sans aucune expérience dans les séjours adaptés, contrairement à l'Association pour adultes et jeunes handicapés (Apajh), nous retenue par la MGEN. Nous n'avons à ce jour aucune garantie que ces séjours adaptés seront maintenus. Nous venons de nous organiser en collectif pour sauver ces séjours de vacances adaptées et continuer à permettre d'offrir un répit aux familles.

Tout, au domaine, a été aménagé matériellement pour le handicap. Nos enfants profitaient d'activités adaptées, de sorties culturelles et sportives et ils revenaient midi et soir avec leurs familles pour retrouver leurs repères et se ressourcer.

Pour la plupart d'entre eux, il est impossible de participer à des séjours seuls, car cela nécessite un suivi médical trop lourd ou des lieux très adaptés au niveau matériel et sécurité. La grande réussite de ce lieu est que la différence s'estompe quand nous y séjournons. Grâce à la bienveillance du personnel et la prise en charge exceptionnelle des animateurs de l'Apajh, à la sécurité que leur apporte la présence de leurs familles, nos enfants sont heureux et détendus. Ils amorcent alors souvent des progrès pour le reste de l'année.

Comment dire à nos enfants que ces merveilleux séjours vont s'arrêter ? Certains

d'entre eux en parlent toute l'année, et d'autres viennent depuis plus de quarante ans. Et que dire à leurs aidants, qui déclarent parfois, désespérés : «Je préférerais qu'il meure avant moi car je ne sais pas ce qu'il deviendra quand je ne serai plus là.»

Au niveau national, cette situation n'est pas anecdotique : malgré d'évidents progrès en matière d'inclusion et d'accessibilité, il n'y a toujours pas assez de places d'hébergements adultes. L'amendement Creton de 1989, qui permet le maintien de jeunes handicapés âgés de plus de 20 ans dans les établissements médicosociaux, n'est pas toujours respecté. Et nos enfants se retrouvent à la porte des structures enfants avant d'avoir une place en secteur adulte. La charge mentale des aidants est alourdie par les nombreux dossiers administratifs.

L'Etat se désengage

Je peux témoigner de ces difficultés car je suis la mère d'Elorian, un enfant handicapé de 20 ans. Je dis enfant, car bien que majeur aux yeux de la loi et disposant d'une carte d'électeur, il n'est pas capable, et ne sera jamais capable, de prendre une décision par lui-même. En plus de gérer ses tâches quotidiennes et son hygiène, je prends des décisions à sa place, gérant nos deux vies depuis des années.

Malgré toute la bienveillance du personnel sur le terrain, l'état de la prise en charge du handicap se dégrade. En moins de trois mois, j'ai appris que mon fils n'aurait plus de place d'internat dans son établissement actuel à partir de ses 23 ans et plus de place du tout deux ans plus tard. J'ai également appris l'arrêt de la subvention du ministère de l'Éducation nationale pour les séjours adaptés organisés par la MGEN à partir du 31 juillet 2025. Ceci peut expliquer le choix de la MGEN de céder la gestion des activités du domaine de la Porte neuve. De même l'appel d'offres pour la prestation sociale complémentaire impose une offre minimale de 0,5% de prestations sociales. La MGEN, proposant actuellement 3% de prestations sociales, a décidé d'en supprimer et de se réorganiser pour être concurrentielle : adieu donc les séjours adaptés et les aides pour les mutualistes.

L'Etat, tout en mettant en avant l'inclusion, se désengage des établissements médicosociaux. Il propose peu de moyens supplémentaires dans les écoles, ce qui met en difficulté le personnel et les enfants handicapés accueillis. Et il pousse une mutuelle engagée à devenir dépendante d'un appel d'offres qui ne prend pas en compte le handicap et le polyhandicap. Il nous faut interpellier le gouvernement pour qu'il défende les droits fondamentaux de nos enfants, eux qui n'ont pas la parole et dont les conditions de vie se dégradent. Ne laissons pas la France croire que l'inclusion règle tout et que le handicap n'est que moteur ou sensoriel. Nous pouvons malheureusement tous, un jour, être concernés par le parcours aidant-handicapé : des parents vieillissants, un AVC, un accident de la route et nos vies peuvent si facilement basculer. ◆

Par
VANESSA BERNARD



Membre du collectif Vacances Handicap Famille.

IDÉES/



«RÉDOUSSANCES»

Par
LUC LE VAILLANT

Halte au harcèlement de cette pauvre Constitution!

Monologue du texte de la règle du jeu de la V^e République, qui fatigue d'être instrumentalisé par les divers camps politiques. Alors que ces partis veulent, au gré de leurs intérêts, faire de cette Constitution une alliée ou bien la révoquer.

Je suis la Constitution française et depuis la dissolution de l'Assemblée imaginée par ce turlupin de Macron, tout le monde veut me donner le bras, sinon me le tordre. Je suis une dame d'âge mûr aux mœurs convenues et aux désirs modérés et je ne comprends pas pourquoi on me tire par la manche toute la semaine et le dimanche aussi. Je suis lasse de tous ces solliciteurs qui me hurlent aux oreilles pour avoir mon aval. Et je me demande quel intérêt peut bien trouver la classe politique à se pendre à mes basques ou à faire du pied à mes Birkenstock. On me considèrerait comme une vieille schnock, et on n'avait pas tort. Voyez comme je me dispense de truffier mes propos d'expressions comme «en vrai», «du coup» ou «trop bien», dont se délecte la génération Z. Je me contente de braquer un sidéral «c'est lunaire» quand ça passe les bornes. Et voilà qu'à tout propos, on me convoque sur les treteaux des chaînes d'info. Et voilà qu'à tout bout de champ, on évoque mon autorité, celle de la vioque qu'avant on silenciait et invisibilisait. Et voilà que les suppôts des satans les plus équivoques veulent se pendre à mon cou, si ce n'est convoler en justes noces. Même ceux qui ne pensaient qu'à me révoquer et à me destituer pour me remplacer par une plus jeune, une V^{le} République ou que sais-je, me font risette. Tout cela ne va pas sans m'interloquer. D'autant qu'on joue aux osselets avec mes articles de loi redevenus l'alpha et l'oméga d'une colonne vertébrale institutionnelle qu'auparavant chacun voulait concasser après avoir réuni le Congrès à Versailles. Désormais, on me dresse en pilier intangible du temple républicain, autre manière de continuer à se jeter la pierre.

J'aurai bientôt 66 ans et ne croyez pas que je sois prête aux moindres diableries auxquelles un 6 surmétaire pourrait faire songer les adeptes de la démonologie. Je suis née en octobre 1958 et mes pères

pas du tout putatifs, Michel Debré et De Gaulle, n'étaient ni des joyeux drilles, ni de gais lurons. Ils étaient là pour moucher les morveux et visser les boulons. Il s'agissait de mettre fin à l'instabilité gouvernementale de la IV^e République à l'heure de la décolonisation et de poser un couvercle bas et lourd sur la pétardière du Palais-Bourbon. Instauree en 1962, l'élection au suffrage universel du président a coiffé l'édifice d'un lourd casque jupitérien. A l'origine, je n'étais pas destinée à astiquer les godillots de l'élyséen en chef, mais tel fut mon lot. Sans m'en apercevoir, j'ai façonné une culture du tout ou rien qui était grosse d'efficacité. L'exécutif commandait et le législatif suivait. Le bipartisme ambiant fut ma chance et scella ma continuité. Le bon temps est fini. Les trois camps nés des dernières législatures annoncent ma fin prochaine. L'ennement des appartenances, la volatilité des opinions et le refus des alliances et des compromis me

mettent la tête sur le billot. Je suis la Constitution française mais je ne peux donner ce que le peuple souverain m'a accordé.

Je suis la règle contestée d'un jeu que boudent des électeurs de plus en plus exigeants et de moins en moins obligés, qui préfèrent mettre à mort l'arbitre avant de s'assoupir dans le canapé de leur négligence. Oublier l'éternité révélée, la permanence à bigoudis et la garantie de bonne fin. Je ne suis ni parole d'évangile, ni table de la loi. Comme vous, demain, je retournerai à la poussière. En démocratie, rien n'est gravé dans le marbre. D'ailleurs, je pense qu'il faudrait éviter de multiplier les juridictions européennes et les tutelles pénales internationales. Sacraliser des principes comme diviniser des interdits ne peut rien contre la colère des citoyens, contre leurs véhémences indignes ou leurs outrances légitimes. Ce que l'homme a fait, il peut le défaire. Et c'est tant mieux. La loi est un rapport de

force qu'on croit sédimenté mais qui est aussi friable que l'argile des murets.

Malgré la solennité dont on m'entoure, ma fragilité est avérée. A force qu'on exige de moi arguments et avis, contorsions et validations, la fatigue me gagne. Et il me prend parfois l'envie de me défaire de ma lourde toge de respectabilité et de me promener en crop-top et jupe short dans les allées du Palais-Royal près du Conseil constitutionnel. Sous les arcades, je croise les fantômes des révolutionnaires de 1789 et les ombres des belles putains qui y faisaient commerce de leurs charmes. Je salue le souvenir de Colette et de Cocteau qui aimaient cet endroit et dinaient au Grand Vefour. Et puis, tandis que la vasque olympique dorée monte dans le ciel de Paris, je vais m'asseoir pensive du côté des colonnes de Buren, troncs noirs et blancs qui ressemblent à des cous coupés, comme ma tête qui bientôt roulera dans le caniveau. ◀

SIGNÉ CUCU



CULTURE/

May 16, 1941
de Grace Pailthorpe
(1941). PHOTO TATE

Surréalisme

Cent ans, sang neuf

Un siècle après la publication du «Manifeste», Beaubourg présente une exposition foisonnante, mêlant grands noms et artistes moins connus, qui souligne le caractère très actuel du mouvement, entre féminisme, internationalisme et écologie.



Scylla d'Ithell Colquhoun (1938). PHOTO TATE

Par
**CLÉMENTINE
MERCIER**

A lors quoi, le surréalisme, un poncif pour journaliste en mal de synonyme? Un enthousiasme d'étudiant bouton-neux? Un cadavre comateux que l'on réanime pour les commémorations? En 1991 déjà, Annie Le Brun, poétesse et critique morte cet été, prenait vigoureusement la défense du mouvement lors de la première rétrospective consacrée à André Breton au Centre Pompidou. Face au procès en «inactualité» du surréalisme, elle lançait dans son fougueux livre *Qui vive: «Tout est à ébranler»!* Le *Manifeste du surréalisme* a donc 100 ans. Écrit en deux mois par André Breton, 28 ans, dans son appartement parisien du 42, rue Fontaine, ce texte fondateur de l'art du XX^e siècle s'approprie les mots du poète Apollinaire pour changer le monde et la vie, en 1924. Et surtout pour donner du

surréalisme une définition littéraire et plastique: «*Automatisme psychique pur, par lequel on se propose d'exprimer, soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pensée.*»

«INTUITION»

Dans une Europe dévastée par la Première Guerre mondiale, le jeune Breton, étudiant en médecine que ses parents voulaient ingénieur, refuse le désenchantement et charge son *Manifeste* de désir, de révolte, d'imagination, de non-conformisme et de rêve. C'est cette énergie folle que sonde l'exposition anniversaire au Centre Pompidou. Vaillant vieillard, le surréalisme centenaire a fait des émules un peu partout, des inconditionnels, des distants, mais aussi des détracteurs. Protéiforme, il a engendré un feu d'artifice joyeux de formes: peintures, sculptures, installations, photographies, poèmes, romans, cinéma, objets... A Beaubourg, il affiche

une peau de bébé, des artères de jeune fille et un cœur d'adolescent. Que nous dit-il aujourd'hui? Impossible de refaire l'exposition de 2002 du Centre Pompidou, glissent les commissaires Didier Ottinger et Marie Sarré. Quasi exclusivement masculine, elle mettait bout à bout les chefs-d'œuvre sans regarder ailleurs: «*On a fait tout le contraire! Aujourd'hui, le surréalisme est en phase avec un certain nombre de valeurs de la société actuelles, précisent-ils. Tout d'abord, la place de la femme: les surréalistes l'ont assumée dès le début et sans ambiguïté. Ensuite, ils nous parlent d'un monde qui ne connaît pas de frontière nationale. Pour eux, le créateur peut venir de partout. Et enfin, leur dimension absolument contemporaine, c'est leur intuition pré-écologique. A l'époque, cela s'appelle plutôt le romantisme allemand – on montre un tableau de Caspar David Friedrich. Leur sentiment de nature est aussi une remise en*

cause d'un modèle de civilisation qui mène à la guerre. Pratiquement les seuls à contester ce modèle de façon articulée, on les a longtemps taxés de réactionnaires.» Avancant par thèmes (le médium; rêve; parapluiés et machines à coudre; Alice; Méliès; forêts; Eros...), avec des références à Lautréamont, Rimbaud, Marx, Freud, Lewis Carroll et aux textes plus politiques, le parcours réserve de belles surprises. «*La révolte et l'émerveillement*», écrivait Annie Le Brun, ne sont-ils pas les moteurs du mouvement? A l'entrée, il faut s'introduire dans la gueule du monstre du cabaret l'Enfer, ce théâtre d'illusion à la façade en stuc proche de chez Breton. Cette porte aux crocs acérés et aux yeux globuleux nous avale dans un frisson de plaisir. «*Les surréalistes sont les premiers à avoir fait tomber les catégories d'art savant et d'art populaire, à faire éclater les hiérarchies. C'est très actuel, observe Didier Ottinger, qui souligne l'aspect fête foraine des expos surréalistes.*



Green Tea de Leonora Carrington (1942). PHOTO MOMA. SCALA. ADAGP

Le «Manifeste», de l'âge d'or au hors d'âges

Programme poétique et politique, le texte fondateur du surréalisme écrit par André Breton reparait en Pléiade à l'occasion de son centenaire.

Cela fait donc un siècle. Le *Manifeste du surréalisme* d'André Breton a paru en octobre 1924 aux Éditions du Sagittaire chez Simon Kra, séparé du recueil *Poisson soluble* à qui il devait servir de préface. Il ouvre «la phase raisonnée du surréalisme», dira-t-il plus tard de ce qui échappe paradoxalement à «tout contrôle de la raison». Pour Breton, 28 ans, il s'agit de décrire et d'affirmer ce que lui et les jeunes poètes qui l'entourent (qui ont fait acte de «surréalisme absolu») entendent par surréalisme: «Automatisme psychique pur par lequel on se propose d'exprimer, soit verbalement, soit par écrit, soit de toute autre manière, le fonctionnement réel de la pensée.» Il s'agit aussi, pour ces esprits avides d'avant-garde, de poser un jalon, un point zéro qui inaugure une ère où «l'imagination se peut-être sur le point de reprendre ses droits». C'est un programme poétique et politique, qu'André Breton va peaufiner, au gré des circonstances, enfilant les *Manifestes* et d'autres textes qui s'y rattachent, constituant au final l'œuvre d'une vie. En 1962 paraîtra l'édition la plus complète des *Manifestes* chez Pauvert. Breton, qui meurt en 1966, en a fixé le sommaire, le tirage spécial illustré de la Pléiade qui sort ce mois-ci s'y conforme, d'autres textes éclairants en plus.

Filiation. «Du surréalisme, si l'on veut, on dirait qu'il a cent ans. / Il en a mille, il en a vingt – aussi bien », écrit Philippe Forest dans sa remarquable préface. Il pourrait bien être beaucoup plus vieux, car il se réclame d'une histoire ancienne. Dans le premier des *Manifestes*, les écrivains qui s'en revendiquent (en tête Breton, Aragon, Crevel, Desnos, Eluard, Péret et Soupault) se reconnaissent dans

une filiation que désigne Breton: «A commencer par Dante et, dans ses meilleurs jours, Shakespeare.» La liste se poursuit avec Swift, Sade, Chateaubriand ou Hugo («est surréaliste quand il n'est pas bête»), Poe, Baudelaire, Rimbaud, Mallarmé, Jarry, Valéry («surréaliste en moi»), Roussel («surréaliste dans l'anecdote»)... Ils ne sont pas toujours surréalistes, dit Breton, mais l'ont tous été à un moment.

«Immémorial». Dans le *Second Manifeste* (1930), la généalogie des précurseurs a un peu changé, des noms ont été écartés, d'autres remontent désormais jusqu'au Moyen Âge. Les références se modifient encore dans les *Prolégomènes à un troisième manifeste du surréalisme ou non* (1946). «Plus les années passent, plus le surréalisme se tourne ainsi vers un hier immémorial, dit Forest, plus reculé encore que celui auquel il se rattachait d'abord.» Hors d'âge, le surréalisme a tout aussi bien pour toujours 20 ans, par son essence toujours «présentielle». «Je ne crois pas au prochain établissement d'un pontif surréaliste», écrivait Breton en 1924. A le lire aujourd'hui, on y trouve la même ivresse jeunesse.

FREDERIQUE ROUSSEL

ANDRÉ BRETON MANIFESTES

DU SURRÉALISME

Préface de Philippe Forest. La Pléiade, 1184 pp., 65 € jusqu'au 31 décembre, 72 € ensuite. En librairie le 9 septembre.

Paraît également le fac-similé du manuscrit du **MANIFESTE**

DU SURRÉALISME

Édition établie et présentée par Thierry Dufrène, introduction de Georges Sebbag. Jean-Michel Place éditeur, 43 €.

Reparaît la biographie de HENRI BEHAR.

ANDRÉ BRETON: LE GRAND INDESIRABLE (Classiques Garnier).

A Paris, la galerie Gallimard propose une exposition jusqu'au 12 octobre. «Des surréalistes à la NRF. Des livres, des rêves et des querelles (1919-1928)».

Dans une scénographie en forme de labyrinthe (on s'y perd, on a testé), les maîtres sont là: René Magritte, Salvador Dalí, Victor Brauner, Jean Arp, Yves Tanguy, André Masson, Paul Klee... *L'Âge du Foyer ou le triomphe du surréalisme* de Max Ernst (1937), toile inouïe de l'affiche, issue d'une collection privée suisse, figure à la fois la bête destructrice franquist et la nécessité de la révolte dans l'Europe fasciste des années 30. Incarnation de la folie dans un monde qui craque, ce tableau démentiel, furax, résonne forcément avec notre époque inquiétante. Pourtant, dès la première salle, c'est un stupéfiant surréalisme au féminin – déjà montré au musée de Montmartre – qui se dévoile. Non loin du *Cerveau de l'enfant* de Giorgio De Chirico, tableau pour lequel André Breton, saisi d'un «choc exceptionnel», avait sauté d'un bus, se trouve l'étonnant *Angel of Anarchy* (1936-1940) de l'Argentine Eileen Agar, une tête aux yeux bandés en

tissu, coquillages, pierreries et plumes. Après elle, les nombreuses signatures féminines brillent par leur pouvoir d'étonnement.

COQUILLAGES

Pour autant, exclues de la vie culturelle et politique, peu publiées aux origines du mouvement, les femmes étaient surtout des muses. Breton, taxé de «machiste», a été critiqué pour sa vision essentialiste. Elles prennent cependant plus part aux expositions à partir des années 30, pour disparaître ensuite. «Ce ne sont pas les surréalistes qui les ont occultées», avance Marie Sarré, mais *l'histoire de la photographie, les collectionneurs, les critiques d'art*.

A l'époque donc, le mouvement révolutionnaire est une réelle promesse d'émancipation. Lee Miller montre par exemple que le féminisme est un plat qui se mange froid. En catimini, la photographe sort de l'hôpital les seins tranchés d'une amie après une mastectomie pour

les photographier sur une assiette. Ce glaçant diptyque (*Untitled (Severed breast from radical surgery in a place setting 1 et 2, 1929)* illustre de façon gore qu'une femme ne se réduit pas à ses attributs sexuels. C'est aussi ce que dit *Birthday* (1942), l'autoportrait de Dorothea Tanning où elle apparaît fière face à nous, poitrine à l'air, jupe en branchages et créature fantastique à ses pieds.

Galaxie de chimères, de personnages hybrides (femmes-racine de Meret Oppenheim; femme-oiseau de Suzanne Van Damme; femme-forêt de Paul Delvaux; femme-hibou de Remedios Varo, Catalane émigrée au Mexique, dont on voit enfin les œuvres à Paris: homme-taureau de Max Ernst...), le surréalisme est aussi un catalogue d'objets bizarres: fouet de nattes blondes de Mimi Parent (*Maitresse*, 1995), extraordinaire parapluie en éponges naturelles de Wolfgang Paalen (*Nuage articulé*, 1937) ou fameux *Loup-Table* (1939) de Victor

Suite page 24

Suite de la page 23 **B r a u -** ner. Car il érige en méthode les inversions d'échelles, les collages, les cadavres exquis. Ces transmutations qui proposent un échange entre les êtres et les choses, l'humain et le non-humain, résonnent tout particulièrement aujourd'hui, à l'heure du queer, de la fluidité des genres et des espèces et des liens entre tous les êtres vivants. On pense au livre *Métamorphoses* d'Emanuele Coccia, qui explore la solidarité entre le minéral, le végétal et l'animal dans une vision dynamique et mutante du monde.

Dès lors, comment résister à l'humour de la Britannique Grace Pailthorpe, médecin, chercheuse en criminologie qui peint un joyeux ectoplasme souriant comme si on le chatouillait (*May 16, 1941*, 1941)? Et comment ne pas être cloué par les grottes multicolores où se lovent étron, rhizome et coquillage (*Alcôve 1*, 1946) de l'autre géniale Britannique, Ithell Colquhoun?

HUMAIN ET BESTIAL

Si les surréalistes nous parlent tant aujourd'hui, c'est aussi grâce à leur goût pour

l'altérité, pour toutes les formes d'art : l'art populaire, les folklores indien, mexicain, roumain, les Jivaros d'Amazonie, comme le montrent les poupées rituelles kachinas des dernières salles. Fermelement opposés à l'idéologie coloniale et à la prédation culturelle, certains surréalistes s'opposent ainsi à la guerre du Rif et aux zoux humains de l'exposition coloniale de 1931. « Ils pensaient que les Indiens hopis ou les Indiens tarahumaras offraient un modèle de rapport avec le cosmos, avec la nature, qui était préférable

à celui qu'on avait en Occident. Ces questions sont d'une actualité totale », précise Didier Ottinger. N'étant pas à une contradiction près, ils lancent paradoxalement le marché de l'art africain en vendant leurs collections d'objets... Quand à l'art asilaire, l'art des fous – l'art brut, si scruté aujourd'hui –, il a d'abord été repéré par les surréalistes, avant même que Dubuffet, fâché avec Breton, en devienne l'ardent défenseur.

Les surréalistes verraient-ils l'intelligence artificielle actuelle comme des œuvres au-

tomatiques? On ne sait pas, tant la « dictée de la pensée » qu'ils prônaient allait chercher l'humain – et le bestial – en chacun. Ce qui ressort aujourd'hui de cette aventure d'amitiés et de disputes qui traverse le monde – Bruxelles, Los Angeles, Mexico, Londres, Le Caire, Belgrade... –, c'est son élasticité, sa curiosité, sa force libératrice... « Nous interrompons l'expo à la mort de Breton, mais il y a des œuvres postérieures. Si on avait eu la place, on aurait continué », affirment les commissaires. Regardez l'aigle mademoiselle (1987) de Jean

Benoît, crâne surmonté d'une femme et d'un dragon qui s'accouplent, ou *Extrême Nuit* de Leonor Fini (1977), la rencontre d'une femme avec une chimère : la matrice à délires n'est pas morte. Que vive le surréalisme. ◆

SURRÉALISME

au Centre Pompidou jusqu'au 13 janvier.

QUI VIVE.

CONSIDÉRATIONS

ACTUELLES SUR

L'INACTUALITÉ DU

SURRÉALISME

d'ANNE LE BRUN Edition augmentée. Flammarion.

Chez les artistes contemporains, le surréalisme en héritage

En parallèle de Beaubourg, 40 galeries parisiennes présentent des artistes revendiquant un attachement au mouvement né il y a cent ans, dont Kévin Bray et Corentin Grossmann.

A lors qu'à Paris, 40 galeries se mettent au diapason de la maison mère (Beaubourg) en programmant des expos d'artistes surréalistes et néosurréalistes (le marché, lui, est resté friand de leurs formats fétiches, peintures figurati-

ves, dessins, collages, et de leur esthétique débordante), les rangs de l'art contemporain comptent de nouveau de nombreux artistes assumant cet héritage. Longtemps jugé ringard, kitsch, ou même réactionnaire, il connaît un retour de fortune. Il faut dire

qu'entre la place faite aux artistes femmes, la curiosité pour les cultures non occidentales, leur intuition pré-écologique et les multiples manœuvres, formelles et intellectuelles qu'ils mirent en place pour lutter contre la montée de l'autoritarisme, le surréalisme résonne fortement avec les paramètres contemporains.

En parallèle des expos consacrées à Jean-Marie Appriou (galerie Perrotin), à Jorge Luis Miranda Carracedo (galerie Valois) ou à Présence Panchouette qui estime que « les ressources du mauvais goût demeurent vivifiantes » (galerie Semiose), Libé interroge deux artistes nés dans les années 80 qui réinterprètent ce legs. Kévin Bray (galerie Art Concept) expérimente une imagerie mutante et élastique à partir de collages numériques et analogiques. Corentin Grossmann (Frac Corsica) produit au crayon de couleur des mondes imaginaires aux reliefs assoupis et aux volcans actifs, peuplés de créatures hybrides.

Kévin Bray « Il devient pour moi un outil critique »

« Historiquement, le surréalisme s'est tourné vers l'invisible, l'imaginaire et le merveilleux, en réaction à la brutalité de la réalité et aux horreurs de la guerre. Ce

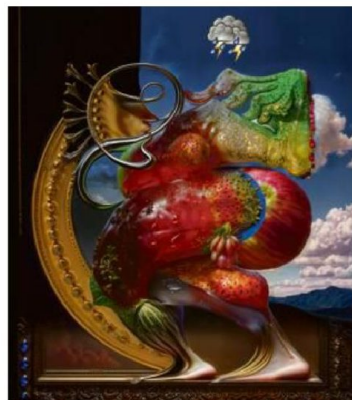
mouvement n'était pas seulement une évasion, mais aussi un acte de rébellion contre les formes dominantes de rationalité qui avaient conduit à de telles destructions. Dans mon travail, j'adopte un langage visuel que l'on peut juger surréaliste pour dénoncer la fausse réalité que des technologies comme l'IA, la 3D et les réseaux sociaux cherchent à nous imposer. Bien qu'elles prétendent représenter le monde de manière réaliste, ces technologies déforment subtilement et insidieusement le réel en se donnant les apparences de la vérité. Le surréalisme devient ainsi pour moi un outil critique. Dans mon travail, j'essaie aussi souvent d'abstraire les personnages, que ce soit dans leur forme ou dans les matières et textures utilisées, qu'elles soient biologiques, minérales ou chimiques. Cela permet de les percevoir comme des humains, mais aussi comme des êtres de tout type (un animal, une plaque tectonique, une mer), que je personnifie pour que l'observateur puisse développer un sentiment d'identification. »

Corentin Grossmann « Le côté sombre m'a fasciné »

« Le surréalisme, c'est d'abord la possibilité d'intégrer le hasard et de l'assumer dans le



Primitive Time, Corentin Grossmann. © GROSSMANN



Le Jardin des vivants parmi les vivants de Kévin Bray. PHOTO K. BRAY

processus de création. C'est essentiel pour moi d'admettre que je ne contrôle qu'une partie de ce que je fais. Ce qui pourrait être vu comme un aveu d'impuissance est au contraire un atout : je ne fais pas ce que je veux et c'est mieux ainsi, car cela rend possible l'utilisation de forces qui me dépassent, de me trouver spectateur en partie de l'œuvre en train de se faire. J'ai découvert certains tableaux de Max Ernst avec émoi car l'étrangeté des matières, les atmosphères nocturnes et la charge sexuelle me plaisaient. C'est ce côté

sombre, comme un versant caché qui était en fait celui de l'inconscient mis en images, qui m'a fasciné. L'intérêt pour le surréalisme et la psychanalyse sont venus logiquement de pair. J'ai lu l'*Inquiétante Étrangeté* de Freud qui m'a permis de théoriser ou de mettre des mots sur des ressentis et d'en comprendre le fonctionnement. Je garde aussi le côté jouissif du pavé jeté dans la mare des valeurs bourgeoises. Aujourd'hui, elles ne sont plus les mêmes qu'en 1924, mais cela reste une question pertinente. »

CLAIRE MOULÈNE

CULTURE/

La metteuse en scène arrive à la tête d'Angers-Nantes Opéra, et compte s'appuyer sur les ressources de terrain et les réflexions sociétales pour développer une programmation exigeante.

Tous les signaux sont au vert. La fréquentation des opéras atteint des sommets. À Paris, Strasbourg, Lille, les jauges sont pleines à plus de 90 %. Le moment est donc idéal pour être nommé à la tête d'une maison d'art lyrique. En est-on sûr ? Le contexte politique reste incertain et la valorisation du secteur patrimonial semble parfois peser plus lourd que la défense de la création. Être nommé à la tête d'une maison d'art lyrique semble risqué. Que faire ? *«Il y avait plusieurs années que des personnes de la Drac et du ministère m'interrogeaient sur mon envie de diriger une institution. Jusque-là, ce n'était pas le moment»,* retrace la metteuse en scène Alexandra Lacroix. Et puis ça l'est devenu. Depuis le 1^{er} septembre, elle est la nouvelle directrice générale et artistique d'Angers-Nantes Opéra.

L'opéra, Alexandra Lacroix connaît bien. La diplômée des Arts déco, scénographe et metteuse en scène, officie depuis une vingtaine d'années sur des petites ou des grandes formes, aussi bien en France qu'en Europe, et a développé une vision claire et pragmatique du secteur. *«Après le Covid, le monde de l'opéra s'est retrouvé avec une boule au ventre et beaucoup de questions, se souvient-elle. Y a-t-il une légitimité à mettre autant d'argent dans des institutions qui potentiellement pourraient concerner peu de monde ? Peut-être que cet art périt. Je ne pense pas. L'opéra a la puissance de toucher tout le monde.»* Pour parvenir à développer un éventail de «propositions exigeantes», la directrice artistique de la compagnie MPDA compte bien se tourner vers la base.

«Rejets». S'appuyant sur les travaux sur l'inclusion sociale du sociologue et violoncelliste américain Richard Sennett, elle part du constat qu'*«on ne s'écoute pas vraiment aujourd'hui. Or, il faut s'écouter pour être en harmonie»*. Son projet pour faire venir le public dans les salles commence par de l'action culturelle : *«D'abord aller vers les publics pour qu'ils puissent venir vers nous. L'opéra peut parfois faire peur. Comment franchir ces marches-là ?»* Alexandra Lacroix, par



Alexandra Lacroix, à Paris, le 25 juillet.

Alexandra Lacroix, nouvelle ère d'opéra

ailleurs artiste associée à l'Opéra de Limoges et qui a aussi participé à des collaborations au sein du réseau européen de maisons d'opéra Enoa, a déjà multiplié les dispositifs pour démocratiser la démarche lyrique sans nuire à la qualité musicale et esthétique. Par exemple, en 2019, pour *Be My Superstar*, un opéra qui traite du harcèlement scolaire, elle a organisé des ateliers «pendant deux ans avec des adolescents pour être sûr que l'œuvre parle à tout le monde – les ados n'aiment pas les choses faites pour les ados», complété par un dispositif immersif et un site conçu avec des psychologues. Pour elle, la présentation d'un

opéra est la face immergée d'un iceberg qui plonge dans le social. *«Toute la programmation doit être pensée avec un travail d'action culturelle sur le terrain»,* continue-t-elle. Déplorant que le champ des jeunes qui pratiquent une activité musicale se réduise, Lacroix a une théorie : *«Ce qui crée un rejet ce n'est pas la musique, ce sont les codes de représentation, la symbolique de l'opéra, son architecture, son histoire, associé à la bourgeoisie.»* Elle aimerait, à Angers et à Nantes, proposer une programmation *«qui serve autant notre répertoire, c'est-à-dire du patrimoine, que la création contemporaine»*. Un mélange

qui lui réussit, elle qui a par exemple jadis posé des mises en scène sur des œuvres concertantes de Bach. Mais qu'elle aimerait encore davantage tourner vers les publics : *«Pour The Carmen Case, partant de Carmen, donc du répertoire, je m'étais interrogée sur la question du féminicide.»* Elle a donc mis en scène le procès de Don José et a traversé par ce biais toute l'histoire de Carmen. *«On a eu énormément d'étudiants, notamment des étudiants en justice, cela avait du sens.»* A Angers et Nantes, la saison qui s'annonce sera pour elle une saison de «préfiguration», durant laquelle elle suivra les productions lancées

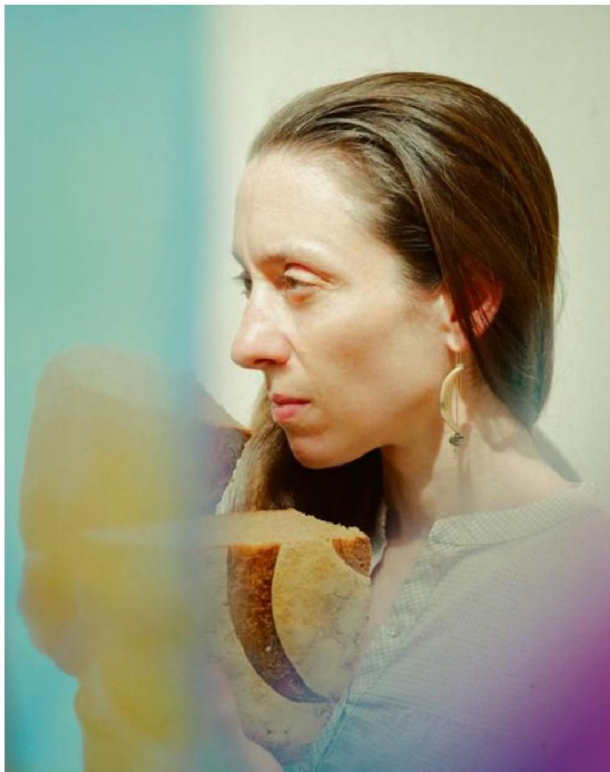
par l'ancien directeur, Alain Surrans, lequel fera valoir ses droits à la retraite à partir de janvier 2026. Alexandra Lacroix travaille d'ores et déjà à la création d'un comité scientifique pour dialoguer de la programmation artistique, composé d'universitaires d'Angers et de Nantes, de philosophes, de sociologues... Une manière aussi de mettre la faculté, et la jeunesse, dans son projet. Elle qui joue le collectif et la proximité du terrain, *«pour connaître son contexte, la façon dont il peut résonner avec les œuvres»,* a déjà sillonné la région : *«Je suis allée voir une grande partie des structures existantes, culturelles (CDN, Centre chorégraphique, Smac, musées...) mais aussi les équipes de développement locales, les associatifs, pour comprendre le territoire.»* Avant de se l'approprier, ou de le servir, ou les deux.

«Equilibre». Dans ce contexte politique trouble où le budget de la culture est loin d'être prioritaire, et contrainte économiquement par l'inflation, Alexandra Lacroix bénéficie d'une confiance des tutelles, notamment les deux municipalités, qui ont injecté 500 000 euros de plus au budget, le portant à 10,5 millions d'euros annuels. *«Angers et Nantes sont des villes qui soutiennent les artistes et défendent la mission de création du service public. Cette augmentation nous permet de conserver une marge artistique et de ne pas toucher aux forces permanentes comme le chœur et les ateliers de décor ou costumes.»* Et, tout en citant à nouveau Richard Sennett sur l'impérieuse pérennisation des savoir-faire, elle compte aussi s'appuyer sur la nécessité de multiplier les coproductions, et notamment avec l'opéra de Rennes, partenaire régional historique, mais aussi les autres maisons où la nouvelle directrice a présenté jadis son travail : le réseau Enoa s'est déjà engagé à prendre Angers-Nantes Opéra comme partenaire associé, *«avec des résidences d'artistes pour réfléchir aux nouvelles formes d'opéra»*. A terme, Alexandra Lacroix vise pour Angers-Nantes Opéra le label «théâtre lyrique d'intérêt national», avec une soixantaine de levers de rideau annuels. Pour elle, qui s'amuse de son patronyme – *«le croissement du vertical et de l'horizontal, un fardeau si le point d'équilibre n'est pas au bon endroit, je le cherche donc toujours entre la puissance de la musique qui nous transcende et cette humanité qui nous entoure»* –, tous les signaux sont au vert.

GUILLAUME TION
Photo **CÉLESTE LEEUWENBURG**

A pâtons

Apollonia Poilâne Timide et réservée, la cheffe d'entreprise est à la tête de la boulangerie familiale depuis le décès soudain de ses parents, il y a vingt-deux ans.



A ses deux cultures s'ajoute celle de l'Europe de l'Est, dont les souvenirs sont surtout gustatifs : « Dans notre appartement parisien, on avait un réfrigérateur américain à deux portes qui impressionnait beaucoup mes amis. On avait des fromages et du saucisson bien français, mais aussi des cornichons, du hareng, du beurre, du poisson salé. Toute notre identité se retrouvait là. » Cette histoire de goût la forme et la détermine. « Je voulais reprendre la boulangerie depuis petite, alors ma mère m'avait mise au fournil l'été de mes 16 ans. J'y étais dès 3 heures du matin, pour me former. C'était horrible, tellement dur... Et puis, j'ai compris. Le plaisir de travailler la nuit, la joie de faire quelque chose avec ses mains, de voir la magie de la fermentation. »

Le levain, ce machin vivant, mélange de farine de céréale, d'eau et de temps, apparaît alors comme un fil d'or qui la relie à son grand-père : il « fermentait et prend vie grâce aux micro-organismes naturellement présents dans l'air et les ingrédients. Pour le garder en vie, il faut le sustenter périodiquement de farine et d'eau », écrit-elle dans son court et charmant ouvrage. Tout un symbole : la bête exige non seulement d'être nourrie mais il faut en plus la maintenir à une température confortable, entre 21°C et 30°C... Certains boulangers vont jusqu'à lui donner un surnom, ce qui n'est pas le cas chez les Poilâne.

L'histoire de cette entreprise,

donc le drame est indissociable de sa succession, projette Apollonia Poilâne dans le monde des adultes : « J'ai vieilli d'un coup. Le travail a été ma consolation. Ça m'a aidée aussi à ne pas tomber dans des travers. » Une collaboratrice de longue date, Geneviève Brière Godfrain, confirme : « Déjà à 14 ans, elle était dans les pattes des boulangers, des vendeuses. Elle nous demandait, le mercredi et le samedi, ce qu'elle pouvait faire pour nous aider. On sentait que c'était vraiment son envie. » L'année suivant la tragédie, elle entame un cursus en économie à Harvard et dirige l'entreprise en voyageant, pendant quatre ans, entre les Etats-Unis et la France. « Ça marchait parce que je rentrais pour les vacances, que j'étais organisée, et que je ne faisais pas la fête jusqu'à 4 heures du matin comme les autres étudiants. » Elle a 23 ans quand elle se réinstalle à Paris, « une belle année, 2007, où j'avais plein de projets ». Mais une sale rumeur entache la réputation de la famille : le père, Lionel, aurait entretenu des amitiés avec Jean-Marie Le Pen en offrant, à Noël, des viennoiseries à des enfants de militants FN. Comme il n'est pas là pour se défendre, les filles se retrouvent bien seules à devoir se justifier. « Tout ça, évidemment, était archi-faux. Le FN, à l'époque, avait besoin de légitimer son travail en essayant de s'adosser à des entreprises comme la mienne, parce qu'on fait un produit que tout le monde aime. Pour moi, ça a été un vrai traumatisme. Des gens qui venaient chercher leur pain chez nous, avant, entraient à la boulangerie et me disaient : "Alors, ton père il vote FN ?" » Quinze ans plus tard, le RN occupe le tiers des sièges de l'Assemblée. L'occasion d'aborder publiquement son aversion pour ce parti ? « Je n'ai pas de couleur politique particulière. Je suis centriste. Je crois dans la green diplomacy : je le dis en anglais car je le pense en anglais. La gastronomie et le pain, ce sont des prétextes de rencontres. Il faut alimenter le débat au sens premier ! »

Si la réponse nous déroute, ses engagements concrets, eux, nous convainquent davantage. Depuis ses débuts, Apollonia Poilâne travaille avec les mêmes meuniers que son père. Une fidélité paysanne, qui met l'agriculture, selon elle, au centre de la ville : « Une boulangerie, ça fait le lien avec la campagne, avec le champ. On veut des farines les plus propres possibles, pas forcément bio mais avec le moins de pesticides. » Les confinements l'obligent à activer en 2022 un plan de sauvegarde pour échelonner les dettes. « Aujourd'hui, on est sorti d'affaire, mais je reste lucide », affirme-t-elle d'une voix toujours chuchotée. On inspecte ses doigts pour y trouver la trace d'un engagement sentimental ; encore une fois, rien ne transparaît facilement chez cette femme secrète. Alors on y va franco, et on a la réponse : à 40 ans, elle est en couple et n'a pas d'enfant. « Mais j'ai un chien, un jack russell ! Vous voulez voir sa photo ? » Sur l'image, et c'est là où notre œil se porte, un homme l'enlace tendrement. ◆

Par **MARIE-ÈVE LACASSE**
Photo **LUCILE BOIRON. MODDS**

Elle dit. Qu'au lendemain du décès de ses parents, en 2002, dans un accident d'hélicoptère au large de Cancale (Ille-et-Vilaine), elle décide de prendre la tête de l'entreprise – elle a 18 ans et 110 personnes sous ses ordres. Elle dit. Qu'elle a toujours été une jeune fille raisonnable. Elle dit. Que la question du deuil reste difficile à aborder, mais qu'on y reviendra. Elle dit. Que le levain utilisé dans les pains Poilâne, qui leur donne ce goût suret si particulier, vient de la même souche, vieille de 92 ans : un levain « cheff », déjà utilisé par son grand-père Pierre, qui avait ouvert sa boutique en 1932 au 8 rue du Cherche-Midi, à Paris (VI^e), là où nous nous rencontrons. Elle dit tout cela, donc, mais d'une voix fluette, tremblante, quasi brisée. On tend l'oreille, le miro ; on voudrait amplifier tous les sons sur ces bribes de vie mais c'est d'autant plus difficile que dehors, un déluge s'abat. Alors, en fonction des ondées, un théâtre d'intimité s'ouvre et se ferme sur notre conversation ; on avance, à tâtons. La timidité d'Apollonia Poilâne est indomptable.

Trois « punitions » plus tard, du nom du sablé au beurre de la maison, on sait que sa naissance, déjà, a quelque chose de romanesque. La mère d'Apollonia, Irena Bozena Ustjanowski, galeriste et créatrice de bijoux née en Pologne, vivait, au début

des années 80, entre la France et les Etats-Unis. Elle accouche à New York un peu en avance ; le père est alors aux fourneaux rue du Cherche-Midi. C'est lui qui dirige l'entreprise depuis 1970, à contrecoeur, selon elle. « Ma naissance aux Etats-Unis est arrivée un peu au hasard », commence-t-elle, avant de se rétracter : « Ma mère est partie de Pologne au début des années 60 parce que, sous le communisme, sa famille avait eu faim. Elle vivait entre les deux continents, et je crois que c'est pour cette raison qu'elle ne voulait pas être tout le temps en Europe, par crainte du communisme. » Cette

LE PORTRAIT

femme qui a eu faim a donc épousé un homme qui fait du pain. L'équation est posée.

A la maison, on parle anglais avec la mère, français avec le père. Un bilinguisme dès le berceau qui facilitera leurs études – Apollonia ira à Harvard, sa sœur cadette Athena à la Parsons School of Design de New York. Cette dernière s'implique dans les orientations stratégiques tout en apportant sa patte au design de certains produits. Elles sont très liées. « Pendant mon adolescence, on regardait des films en anglais, si bien que, dans la vingtaine, j'ai compris qu'il y avait tout un pan de la culture française qui me manquait : des références pop, des films, des publicités. Tout ça, j'ai dû le rattraper sur le tard. »

Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2024 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75059/94 pour le p.r. et, pour le d.g. 13/75/78/91/10/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministre de la Culture et de la Communication du 19 novembre 2023. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales ; tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 3790 HT - Société par actions simplifiée (SAS) 1890 HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 135 € HT - Société en nom collectif (SNC) 210 € HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 141 HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (SRL) - entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée - EURL 126 HT. Notation des liquidités des sociétés civiles ou commerciales 210 € HT - CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 106 € HT. Les annonces légales au caractère (espace inclus) hors constitution et nomination des liquidateurs, déduites : 7504/93 (0,32 € C HT).

75 PARIS

Insertions diverses

CONVOCACTION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS DANS LES ARTS GRAPHIQUES ET PLASTIQUES (ADAGP)

Société civile à capital variable. Siège social : 11, rue Duguy-Trouin 75006 PARIS 330 722 RCS PARIS.

Société de gestion de droits dans le domaine des arts visuels créée en 1953, l'ADAGP protège le droit d'auteur des artistes de plus de 40 disciplines et soutient la scène artistique en distribuant des prix, bourses et dotations (plus d'informations sur www.adagp.fr). Ses 27 000 membres sont appelés à se réunir en assemblée générale.

L'assemblée générale aura lieu le jeudi 17 octobre 2024 à partir de 14h00 au 11, rue Duguy-Trouin, 75006 Paris.

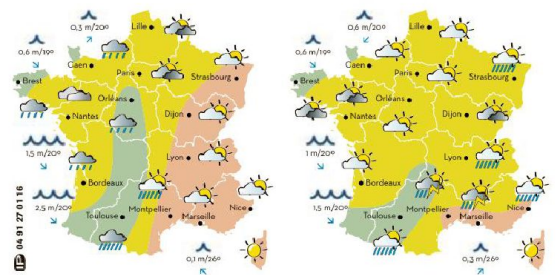
Les associés de l'ADAGP pourront voter électroniquement ou en assistant à l'assemblée générale le 17 octobre 2024 dans les locaux de l'ADAGP, soit personnellement soit en faisant représenter en donnant pouvoir à un autre associé de l'ADAGP.

Le vote électronique et les documents présentés lors de l'assemblée générale seront accessibles du 25 septembre au mercredi 25 septembre 2024 à 9h00 au mercredi 9 octobre 2024 à 18h00, depuis la page : <https://vote75tail.com/ADAGP>

ORDRE DU JOUR :

MARDI 3

Matinée pluvieuse sur tout le bassin du sud-ouest liée à la perturbation. Temps plus calme dans le nord-ouest et à l'est. **L'APRÈS-MIDI** Un axe orageux se développe des Pyrénées à la région centre. Le temps est plus calme au nord-ouest et encore estival à l'est.



-10/0° 1/5° 6/10° 11/15° 16/20° 21/25° 26/30° 31/35° 36/40°

Soleil Éclaircies Nuageux Pluie Couvert Orage Pluie/neige Neige

Agitée Peu agitée Calme Fort Modéré Faible www.lachainemeteo.com vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	19	24	Lyon	18	30	Alger	22	29
Caen	14	21	Bordeaux	18	22	Berlin	18	32
Brest	15	18	Toulouse	19	20	Bruxelles	18	24
Nantes	13	21	Montpellier	19	28	Jérusalem	19	29
Paris	17	22	Marseille	19	30	London	16	21
Strasbourg	18	28	Nice	22	28	Madrid	18	30
Dijon	18	29	Ajaccio	20	30	New York	12	22

Entre-nous

entrenous-libe@teamedia.fr

01 87 39 80 20

JOUR DE FÊTE

Joyeux anniversaire
Valentine pour tes 14 ans
Papa et maman

MUSIQUE

Disquaire achète
au meilleur Prix
DISQUES VINYLES
33T - 45T - CDTOUS STYLES
TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock
Musique Classique
Métal - Punk
Soul - Funk - House
World
(Afrique, Antilles, Maghreb)
Reggae - Hip Hop

Gros Stocks
et Collections

Contactez-nous
07 69 90 54 24

MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -
Amplis - Cellules - DJ
leur Vidéo - Casques

Déplacement en France
avec respect
des mesures sanitaires
en vigueur.

Réponse très rapide
PAIEMENT CASH

Vous voulez passer
une annonce dans

Libération

Vous avez accès à Internet ?

Consultez notre site de plus d'annonces en ligne
<http://jeuxlibe-annonces.liberation.fr>



www.liberation.fr
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
tél. : 01 86 47 58 80
contact@liberation.fr

Édité par la SARL
Libération
SARL au capital
de 23 243 882 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris : 382 028 199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

Cogérants
Dov Aïfon,
Amandine Bascou, Romeu
Directeur de la publication
Dov Aïfon

Directeur de la rédaction
Dov Aïfon

Directeur délégué
de la rédaction
Paul Quinio

Directrices adjointes
de la rédaction
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Directeur artistique
Nicolas Valoteau

Rédacteurs en chef
Michel Becquembois
(spécial), Frédéric
Bénaud (presse),
Laure Bretton (JO), Gilles
Dhars (pilotes web),
Christian Lotton
(enquête), Eve Roger (actu)

Rédacteurs en chef adjoints
Liliana Alegría (France),
Anne-Laure Barret
(environnement),
Lionel Charrier (photo),
Cécile Dumas (L),
Sonia Delesalle Stolper
(monde), Fabrice Drouzy
(suppléments),
Yoann Duval (forums),
Mathieu Scoffier (idées),
Quentin Girard
(modes de vie),
Cédric Mathiot
(chicnews),
Camélia Paugam (actu),
Didier Péron (culture)

ABONNEMENTS

Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 384€
tél. : 01 55 56 71 40

PUBLICITÉ

Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

PETITES ANNONCES

& GARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél. : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

IMPRESSION

Midi Print (Gallargues),
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarlville),
CILA (Héric)
Imprimé en France

ACPM

Membre de l'ACPM
CPPAF : 1125 C 80064
ISSN 0338-1793

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° P1/3701

Indicateur
d'outrophication :
PTEC 0,020 kg/d de papier
La responsabilité du
journal ne saurait être
engagée en cas de non-
restitution de documents.
Pour joindre un journaliste
par mail : initiale du
prénom.nom@liberation.fr

SUDOKU 5366 MOYEN

2	1		7		
1	8	5	4		
7	9			4	
7					5 6
6	9		8	3	4
8	3			1	
6		1		8	
			2	6	1
2		8	4	9	



Solutions des
grilles précédentes

MOYEN

3	1	6	8	7	9	4	2
4	5	9	1	6	2	7	8
7	2	8	3	4	5	1	6
5	6	3	2	9	1	7	4
1	6	7	3	4	8	2	9
2	9	4	7	1	5	3	6
6	3	5	8	7	1	4	2
9	4	1	6	2	3	8	5
8	7	2	4	5	9	6	3

SUDOKU 5366 DIFFICILE

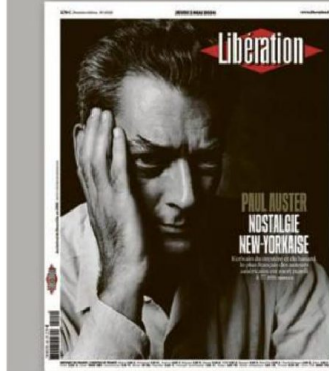
2	9	7	6		4		1
8	1			2		5	6
5				6			4
2			8			7	
3	4	9	1				8
9	3			6		2	1
8		9	2		4	7	

9	1	7	2	4	8	3	5	6
4	6	8	5	7	3	9	1	2
5	3	6	9	1	7	8	4	2
3	4	5	1	6	2	9	7	8
1	7	6	3	2	9	8	5	4
2	8	5	3	7	4	1	6	9
6	3	2	1	4	5	6	9	8
7	5	1	9	3	2	6	4	8
8	9	4	7	6	5	1	2	3

DIFFICILE

Libération
La boutique

Retrouvez les derniers
numéros de Libération
et nos collecteurs sur
notre boutique



LES FILMS VÉLY ET PRÉSENTE

APRÈS **UNE VIE VIOLENTE** ET **ENQUÊTE SUR UN SCANDALE D'ÉTAT**

UN FILM À LA MÉLANCOLIE LUMINEUSE

LIBÉRATION

UNE FRESQUE ADMIRABLE

LES INROCKUPTIBLES

DOUX, ÉLECTRISANT, AMER ET TRAGIQUE

TROIS COULEURS


FASCINANT ET MAGNIFIQUE

PREMIÈRE ★★★★★

LE PORTRAIT D'UNE GÉNÉRATION

VERSION FEMINA

POIGNANT BEAU À EN PLEURER

TÉLÉRAMA 

TRANSFUGE

À SON IMAGE

UN FILM DE
THIERRY DE PERETTI

D'APRÈS LE ROMAN « À SON IMAGE » DE JÉRÔME FERRARI
PUBLIÉ PAR LES ÉDITIONS ACTES SUD

AU CINÉMA LE 4 SEPTEMBRE

arte

FRENCH
MANIA

CINE+
OCS

Les
Inrockuptibles

Le Monde

LES
CRITIQUES

Télérama

france
culture

LES FILMS VÉLY ET PRÉSENTE